Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 2 décembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°521 ■

11E SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le message de Tebboune aux participants

P 16

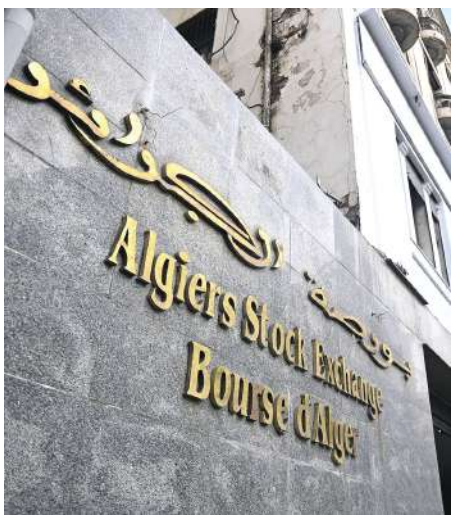
INCENDIE DANS UN COMPLEXE GAZIER À ILLIZI

Sonatrach rassure ses clients

Le groupe Sonatrach a rassuré hier ses clients, tant en Algérie qu'à l'étranger, que l'approvisionnement en gaz se poursuivra normalement, après l'incendie survenu dans un complexe gazier à Illizi. C'est ce qu'a indiqué son PDG, Rachid Hachichi, dans une déclaration à la presse, samedi, lors d'une visite de terrain dans la wilaya d'Illizi pour s'enquérir des mesures prises au niveau du complexe situé dans la zone de production de « Stah », où il a inspecté le site de l'incident, qui n'a causé aucune perte humaine. P 5

INTRODUCTION DE LA 1ère START-UP À LA BOURSE D'ALGER

Un pilier essentiel pour l'avenir de la finance en Algérie



Le Directeur général (DG) de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a affirmé que le lancement des souscriptions pour l'acquisition des actions de la 1ère start-up introduite à la Bourse d'Alger constitue « un pilier essentiel pour l'avenir de la finance en Algérie ».

P 2

HYDRAULIQUE

67 milliards DA de créances à recouvrir

Le directeur central au ministère de l'Hydraulique a révélé que les créances de l'Algérienne des eaux (ADE) sont estimées à 67 milliards de DA, dont 42 milliards accumulées auprès des citoyens. Cette situation, qui fragilise la durabilité des services, nécessite des efforts renforcés pour préserver les infrastructures hydriques et garantir leur bon fonctionnement à long terme.

P 3

INDUSTRIE

Le nouveau ministre trace sa feuille de route

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a entamé, samedi à Alger, une série de rencontres avec les responsables des groupes industriels publics en vue d'évaluer leurs performances, celles de leurs filiales et entreprises affiliées, afin de garantir leur efficacité et de remédier aux dysfonctionnements et obstacles qu'ils rencontrent, selon un communiqué du ministère.

P 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre supervise l'opération de domiciliation de 5 startups à l'USTHB P 5

UN SÉMINAIRE NATIONAL PRÉVU DU 12 AU 14 DÉCEMBRE À TINDOUF

Les perspectives locales et nationales du gisement de Ghar-Djebilet en débat P 2

S'ÉTENDANT SUR PLUS DE 141 000 KILOMÈTRES

Le réseau routier, pilier de la mobilité et de la croissance économique P 5

UNION DES ASSUREURS DE RISQUES COMMERCIAUX DE L'OCI *

Réunion à Alger du Conseil exécutif

La réunion du Comité exécutif de l'Union des assureurs et réassureurs des risques commerciaux et non commerciaux des pays de l'Organisation de la coopération islamique (Aman) s'est tenue dimanche à Alger, en prévision des travaux de la 14ème Assemblée générale annuelle de cette Union prévue lundi. Présidée par Khalid Khalafalla, Secrétaire général de l'Union "Aman", cette réunion qui a eu lieu en présence d'une trentaine de membres s'est notamment penchée sur les aspects statutaires et organisationnels ainsi que sur la préparation des décisions qui seront prises lors des travaux de l'Assemblée générale prévue lundi à Alger, a-t-on indiqué auprès de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex) qui accueille cette assemblée. Les travaux de l'Assemblée générale, qui se tiendra sous le slogan "renforcer l'assurance-crédit et les échanges commerciaux en Afrique et dans les pays arabes et islamiques" constituera une plateforme d'échange de connaissances, de développement de partenariats et d'exploration de nouvelles opportunités pour améliorer la gestion des risques et les services d'assurance dans la région, soulignent les organisateurs. Il s'agit pour les participants aussi de délibérer particulièrement sur les moyens de promouvoir la coopération régionale pour la durabilité mondiale, sur le rôle de l'assurance-crédit dans la promotion des échanges commerciaux et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), et sur l'importance de l'information sur le crédit dans l'atténuation des risques et l'optimisation des recouvrements de crédits commerciaux. Au programme de cette Assemblée générale, qui se tient sous le parrainage du ministre des Finances, Laaziz Faid, figurent plusieurs sessions et panels qui examineront diverses thématiques liées aux assurances des risques commerciaux, la coopération internationale et le rôle des assurances crédits dans l'appui aux ODD, et le potentiel du commerce afro-arabe. Forum professionnel réunissant les assureurs et réassureurs des risques commerciaux et non commerciaux des pays membres de l'OCI, l'Union "Aman" a été créée en 2009 afin d'unir leurs efforts en vue d'établir une union des assureurs et réassureurs des risques commerciaux et non commerciaux dans les pays membres.

R E.

INTRODUCTION DE LA 1ère START-UP À LA BOURSE D'ALGER

Un pilier essentiel pour l'avenir de la finance en Algérie

Le Directeur général (DG) de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a affirmé que le lancement des souscriptions pour l'acquisition des actions de la 1ère start-up introduite à la Bourse d'Alger, constitue «un pilier essentiel pour l'avenir de la finance en Algérie».

Synthèse S R.

Il s'agit d'une «étape historique pour l'entreprise et d'une phase décisive pour l'avenir du marché financier en Algérie», a indiqué Benmouhoub dans une déclaration à la presse, en marge du lancement de l'opération de souscription pour l'acquisition des actions de la 1ère start-up "Moustachir", prévue du 1 au 31 décembre prochain.

«C'est également une preuve de l'existence d'un marché dédié essentiellement aux petites et moyennes entreprises(PME) et pour les start-ups», a-t-il ajouté. Il s'agit, aussi, d' «offrir la possibilité à ces entreprises, notamment les start-ups, de bénéficier des avantages de la Bourse, notamment au plan financier, pour augmenter leur capital à travers l'obtention de financements externes», a-t-il expliqué.

L'introduction en bourse de ce type d'entreprises «permettra une transition qualitative de l'économie algérienne, en passant du financement classique à un financement innovant via la Bourse», a-t-il précisé. Pour le DG de la Bourse d'Alger, l'introduction des startups à la Bourse d'Alger «marquera pour l'Algérie le passage d'une économie de +rente+ à une économie de la connaissance». C'est aussi une étape «décisive» dans l'histoire de toute entreprise accompagnée par la Bourse d'Alger, a-t-il estimé, appelant les startups qui ont atteint un taux de croissance conséquent à suivre l'exemple de la start-up «Moustachir ».

Le DG de la Bourse d'Alger a souligné, en outre, la forte dynamique insufflée à la Bourse d'Alger grâce à la décision prise par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'introduire en bourse deux (2) banques, soit le Crédit populaire algérien (CPA), dont l'adhésion en bourse a porté son capital de 500 millions de dollars à quatre (4) milliards de dollars, tandis que l'introduction de la 2e banque publique est attendue pour la fin 2025, ce qui portera à sept (7) le nombre d'entreprises cotées à la Bourse d'Alger.

A son tour, le Président -directeur général (P-DG) de la start-up «Moustachir», Kheireddine Boulfaâ a affirmé que la décision de lancement des souscriptions pour l'achat des actions de la société, suite à l'enregistrement de taux de croissance élevés en deux (2) années d'activité, est une «preuve que l'environnement des affaires en Algérie est très incitatif».

Selon un communiqué émis précédemment par la Bourse d'Alger, le capital de la société "Moustachir" est de 94.437.500 DA, avec un prix de souscription fixé à 760 DA par action.

Cette opération cible les personnes physiques de nationalité algérienne résidentes, les employés et consultants de Moustachir, ainsi que les personnes morales de droit algérien (entreprises publiques et privées), a fait savoir la même source.

A noter que "Moustachir" détient un "Label start-up" délivré en 2022. C'est une société de services spécialisée dans le domaine du consulting, possédant une plateforme de conseils en ligne qui met en relation des consultants et experts dans divers domaines avec des entreprises et des particuliers cherchant des conseils et solutions sur mesure.

UN SÉMINAIRE NATIONAL PRÉVU DU 12 AU 14 DÉCEMBRE À TINDOUF

Les perspectives locales et nationales du gisement de Ghar-Djebilet en débat

Un séminaire national intitulé "Perspectives locales et nationales du gisement de Ghar-Djebilet" est prévu du 12 au 14 décembre en cours dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Initiée en coordination avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), la rencontre, qui sera rehaussée par la présence d'experts, de cadres et de responsables de différents secteurs, verra la participation de quelque 150 jeunes issus de plusieurs régions du pays, pour s'informer des spécialités et métiers requis pour impulser la dynamique économique avec les perspectives qu'ouvrira le gisement de Ghar-Djebilet, a expliqué le wali de Tindouf, Mustapha Dahou. «Premier du genre, ce séminaire national contribuera à l'impulsion de la dynamique économique, l'ouverture de perspectives d'emploi, de sous-traitance et de montage de micro-entreprises et d'entreprises familiales, à la satisfaction des jeunes de la région et du pays en général», a indiqué M. Dahou. Il offrira également le cadre à des rencontres de concertation et à l'exam de questions liées au développement, en plus de donner lieu à des visites au site du gisement de Ghar-Djebilet pour vulgariser et promouvoir les potentialités que recèle cette réserve minière à court, moyen et long terme, ainsi que les opportunités d'investissement garanties par le projet, a-t-il ajouté. Ce séminaire permettra aussi de renforcer la relation entre les secteurs des mines, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée dans diverses spécialités requises par ce mégaprojet. Une séance de travail a été tenue au siège de la wilaya de Tindouf en présence de représentants du CSJ, d'experts et de cadres de la Société nationale de recherches et d'exploitation minières (Sonarem), en vue d'enrichir le programme de cette rencontre.

R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDRAULIQUE

67 milliards DA de créances à recouvrir

Le directeur central au ministère de l'Hydraulique, a révélé que les créances de l'Algérienne des eaux (ADE) sont estimées à 67 milliards de DA, dont 42 milliards accumulées auprès des citoyens. Cette situation, qui fragilise la durabilité des services, nécessite des efforts renforcés pour préserver les infrastructures hydriques et garantir leur bon fonctionnement à long terme.

Par Mourad A.

Belaid Mezirkat qui s'exprimait à ce sujet a annoncé qu'un programme a été établi pour le recouvrement de ces créances. « Maintenant, il y a un accompagnement entre les ministères de l'intérieure, les Finances et de l'Hydraulique pour le paiement de créances», a-t-il précisé.
Sur le plan financier, Mezirkat a rassuré la population en précisant qu'aucune augmentation des tarifs de l'eau potable n'était prévue à court terme. Cependant, il a souligné la nécessité de recouvrer les créances impayées. Selon lui, ces dettes constituent une menace pour la pérennité des services publics de l'eau, rendant indispensable un effort accru pour leur recouvrement.
Malgré ces défis, Mezirkat a exprimé sa confiance dans la capacité des autorités algériennes à anticiper et à résoudre les problèmes liés à la gestion de l'eau. Grâce à une stratégie nationale claire et proactive, le pays dispose des moyens nécessaires pour faire face aux enjeux hydriques et garantir un approvisionnement en eau durable pour ses citoyens.
Dans ce contexte, l'Algérie, comme de nombreuses autres nations, n'est pas épargnée par les défis mondiaux liés à la gestion de l'eau. Lors d'une intervention sur un plateau d'une chaîne de télévision privée, Mezirkat a souligné que les faibles précipitations observées ces dernières années, en grande partie dues aux effets du

changement climatique, ont entraîné une diminution des ressources en eau disponibles. Néanmoins, grâce à une gestion proactive, le taux de remplissage des barrages nationaux a connu une légère amélioration, passant de 31 % en novembre 2023 à 35 % en 2024. « Le taux de remplissage des barrages a atteint 35 % cette année, contre 31 % l'an passé », a-t-il précisé.
Il a également souligné des disparités régionales importantes : « Les barrages de l'Est du pays affichent un taux de remplissage remarquable de près de 53 %, tandis que les régions Centre et Ouest doivent encore rattraper leur retard, avec des taux respectifs de 16 % et 45 % ». Ces chiffres, selon Mezirkat, témoignent des efforts continus déployés pour optimiser la gestion des ressources hydriques à l'échelle nationale.
Concernant l'utilisation de l'eau, l'agriculture demeure le secteur le plus consommateur, absorbant environ 70 % de la consommation totale. Mezirkat a insisté sur la nécessité de réorienter les stratégies de gestion afin de préserver les réserves d'eau et garantir une utilisation plus rationnelle des ressources, en particulier dans un secteur aussi vital que l'agriculture. Par ailleurs, il a souligné que la capacité de production d'eau potable en Algérie a atteint 9,2 millions de mètres cubes par jour, un chiffre suffisant pour couvrir presque 100 % des besoins des foyers en eau potable.
Cependant, des pertes importantes demeurent, notamment en raison des fuites et détournements d'eau. Ces pertes sont estimées à environ 2 millions de mètres cubes par jour, un gaspillage considérable. « Il est impératif de renforcer la lutte contre ce gaspillage afin de préserver nos ressources », a insisté le directeur central.

INDUSTRIE

Le nouveau ministre trace sa feuille de route

Par R E.

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a entamé, samedi à Alger, une série de rencontres avec les responsables des groupes industriels publics en vue d'évaluer leurs performances, celles de leurs filiales et entreprises affiliées, afin de garantir leur efficacité et de remédier aux dysfonctionnements et obstacles qu'ils rencontrent, selon un communiqué du ministère.
A cet effet, M. Ghrieb a tenu des réunions de travail au siège du ministère avec les responsables du Groupe des industries locales (Divindus), du Groupe des industries électroniques, électroménagères et électriques (Elec El Djazair), de la Société nationale de sidérurgie (SNS), ainsi que du Groupe Algerian Chemical Specialties (ACS) et leurs filiales respectives.
A cette occasion, le ministre a élaboré une feuille de route et donné des «instructions concrètes visant à améliorer les performances, l'efficacité et les résultats de ces groupes industriels et de leurs filiales, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour dynamiser le secteur industriel», précise le communiqué. Ces directives concernent principalement les «plans d'action des groupes, les stratégies de relance, leur situation financière et économique, l'adoption de politiques de marketing dynamiques sur les marchés extérieurs, notamment africains, ainsi que le renforcement du rôle des centres de formation du secteur et leur implication accrue dans la réalisation des objectifs fixés». Le ministre a également insisté sur «la nécessité de trouver des solutions urgentes aux entraves et aux difficultés rencontrées par certaines entreprises relevant du portefeuille du secteur». Parmi les mécanismes évoqués pour surmonter ces défis, M. Ghrieb a souligné l'importance de créer un cadre de coopération et de coordination entre les groupes industriels et les autres secteurs économiques, ajoute le ministère. Par ailleurs, le ministre a mis en avant «l'importance d'élaborer un guide stratégique national pour l'industrie, portant sur les intrants, les extrants, les compétences nationales dans les métiers de l'industrie, les déchets industriels et les parcs de technologie industrielle, afin de servir de référence pour la prise de décisions au niveau des groupes publics, le développement de l'ingénierie inverse dans le domaine industriel, l'orientation des investisseurs et des startups, ainsi que pour les différents centres de recherche».
La conformité a également figurée parmi les priorités abordées par M. Ghrieb dans ses orientations, en raison de son rôle crucial dans l'assurance de la qualité des produits, facilitant ainsi leur exportation et leur accès aux marchés internationaux, indique le communiqué. A l'issue de ces réunions, il a été décidé «d'adopter une série de mesures et de procédures pour une prise en charge urgente des situations et des contraintes rencontrées par les groupes industriels et leurs filiales», conclut la même source.

SEPT NOUVELLES STATIONS DE DESSALEMENT À RÉALISER ENTRE 2025-2030

L'Algérie renforce sa sécurité hydrique

Par M A.

Dans le cadre de sa stratégie de sécurité hydrique, l'Algérie met en œuvre un programme ambitieux de dessalement de l'eau de mer. Sofiane Zamiche, directeur du développement de l'AEC (Algerian EnergyCompany), a annoncé que l'Algérie planifie sept projets supplémentaires, portant ainsi à 27 le nombre total de stations de dessalement à installer tout au long du littoral du pays.
Lors de son intervention sur les ondes de la "Chaîne I" de la radio nationale, Sofiane Zamiche a expliqué que ces projets ont pour objectif de garantir un approvisionnement en eau constant pour les citoyens. Il a souligné que la réalisation de ces stations nécessite un investissement considérable et a précisé : « Pour réduire les coûts, l'Algérie a lancé des initiatives visant à produire localement les équipements nécessaires et à assurer leur maintenance par des entreprises algériennes, souvent en partenariat avec des acteurs étrangers. »
En réponse aux défis liés à la gestion des ressources en eau, l'Algérie a mis en place un programme de formation en collaboration avec des universités et des institutions de formation professionnelle. « Cette initiative vise à renforcer l'autonomie du pays dans la gestion de ses ressources en eau et à créer des emplois pour les jeunes, tout en garantissant la pérennité de ce secteur stratégique », a ajouté Sofiane Zamiche. Il a également souligné que ces efforts sont réalisés conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.
Selon lui, une avancée notable a été réalisée dans la conception et la gestion des stations de dessalement.
Alors qu'au début de ce programme, l'Algérie s'appuyait sur des partenariats étrangers pour la construction, l'exploitation et la maintenance de ces installations, les cinq nouvelles stations qui entreront en service à la fin de 2024 seront entièrement réalisées par des entreprises algériennes. Ces projets, lancés dans les wilayas d'El Tarf, Boumerdès, Béjaïa, Tipaza et Oran, auront une capacité de production de 300 000 mètres cubes d'eau par jour, pour un investissement compris entre 2,2 et 2,4 milliards de dollars. Dans un contexte de raréfaction des ressources en eau et de changements climatiques, l'Algérie a pris des mesures stratégiques pour assurer son avenir hydrique. Sofiane Zamiche a rappelé que le dessalement de l'eau de mer est une solution clé face à la pénurie d'eau, notamment dans le nord de l'Afrique, où les précipitations devraient diminuer de 20 % d'ici 2050, selon certaines études. C'est dans cette optique que l'État algérien a mis en place un plan ambitieux pour construire 27 stations de dessalement le long du littoral du pays.
D'après l'invité de la radio, à ce jour, 11 stations ont déjà été achevées dans le cadre du premier programme, avec une capacité de production de 2,1 millions de mètres cubes d'eau par jour.
Ce programme a été renforcé par un plan urgent prévoyant la construction de trois autres stations. De plus, cinq nouvelles stations seront opérationnelles dès 2025, permettant à la couverture en eau potable pour les citoyens algériens d'atteindre 42 % en 2025 et 60 % d'ici 2030.
Grâce à des investissements conséquents et à une volonté de renforcer l'autonomie nationale, l'Algérie s'engage résolument sur la voie du dessalement pour répondre aux besoins en eau de ses citoyens, en particulier dans les régions les plus touchées par la pénurie d'eau douce.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Des mesures pour améliorer l'efficacité du secteur et renforcer ses services

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a pris une série de mesures pratiques et a engagé des consultations visant à améliorer l'efficacité du secteur et à renforcer ses services pour répondre aux aspirations des citoyens, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère. "Dans le cadre du suivi du développement des infrastructures et de la garantie de leur disponibilité, M. Zerrouki a effectué des visites inopinées sur les sites stratégiques des réseaux de télécommunications et d'infrastructures, où il a donné des instructions claires pour moderniser les infrastructures prioritaires avant la fin de l'année en cours, tout en insistant sur la continuité des services dans toutes les circonstances, y compris en cas d'urgence et durant les fêtes et les jours fériés", a ajouté la même source. Dans le cadre du renforcement des services du secteur, le ministre a tenu une réunion avec les cadres centraux du ministère, afin d'unifier les vues et définir les priorités stratégiques. Selon le communiqué, cette réunion a mis l'accent sur "l'accélération de la numérisation des procédures et l'intégration de solutions techniques innovantes pour améliorer la performance, tout en réduisant les délais et en surmontant les obstacles entravant le développement des performances". "Le ministre a également réuni les PDG des entreprises du secteur et ses opérateurs lors d'une rencontre ayant porté sur l'activation des partenariats entre les secteurs public et privé, lors de laquelle il a été convenu de lancer des initiatives pour inciter l'innovation, étendre les réseaux de télécommunications à l'aide des techniques modernes, développer les parcs technologiques et promouvoir l'utilisation du E-paiement, comme étape vers l'intégration numérique", selon la même source. Afin de prendre des mesures futures pour soutenir l'innovation et le développement, le ministre a souligné "l'importance d'anticiper l'avenir, en lançant des programmes de formation pour les jeunes dans les domaines des technologies modernes, notamment l'intelligence artificielle et le Cloud Computing". Il a insisté sur "l'accélération des projets de déploiement de la fibre optique, l'adoption des technologies modernes et la mise en place de révisions régulières pour assurer l'atteinte des objectifs et renforcer les services numériques à valeur ajoutée". "Ces mesures s'inscrivent dans une vision globale, visant à faire du secteur de la Poste et des Télécommunications l'un des piliers du développement socioéconomique en Algérie", conclut la même source.

HUIT ANS APRÈS L'ACCORD DE VIENNE

La Déclaration de coopération continue de s'avérer efficace, selon l'OPEP

Huit ans après l'accord de Vienne, conclu lors de la 171e réunion de la Conférence de l'Opep, tenue le 30 novembre 2016 à Vienne (Autriche), la Déclaration de coopération (Doc) signée entre les pays membres de l'Opep et des pays non membres continue de démontrer son efficacité pour assurer la stabilité du marché pétrolier, a déclaré samedi le secrétaire général de l'Organisation. S'exprimant à l'occasion de la célébration du 8e anniversaire de cet accord "historique", le secrétaire général de l'Opep, Haitham Al Ghais, cité dans un communiqué publié sur le site web de l'Organisation, a affirmé : "L'accord de Vienne constitue une étape importante dans l'histoire de l'industrie pétrolière, car son adoption a facilité l'établissement d'une plateforme multilatérale solide de collaboration et de dialogue dans le but de soutenir la stabilité du marché mondial du pétrole grâce à la Déclaration de coopération". Il a ajouté : "Huit ans plus tard, ces efforts continuent de s'avérer efficaces et précieux, car ils ont permis de surmonter plusieurs instabilités du marché, notamment le ralentissement économique résultant de l'épidémie de COVID-19". L'Opep a aussi réaffirmé les efforts des pays membres de l'Organisation et des pays producteurs de pétrole non membres signataires de la Doc pour soutenir la stabilité du marché au profit de tous les acteurs du secteur, y compris les producteurs, les consommateurs et les investisseurs, ainsi que pour contribuer à l'économie mondiale dans son ensemble. "Ces efforts mettent également en avant les visions de l'Organisation sur l'importance du multilatéralisme, de la coopération internationale et du dialogue", souligne le communiqué. L'Organisation a également rappelé que l'accord de Vienne s'est appuyé sur l'accord historique d'Alger, conclu en Algérie le 28 septembre 2016, lors de la 170e réunion extraordinaire de la Conférence de l'Opep. Cet accord a ouvert la voie à l'adoption de la Déclaration de coopération historique entre les pays membres de l'Opep et plusieurs pays producteurs de pétrole non membres, à Vienne, le 10 décembre 2016, pour soutenir la stabilité du marché pétrolier.

SON SG, ABDELLATIF DILMI, L'A SOULIGNÉ

«L'UNPA œuvre à garantir la stabilité pour l'agriculteur»

Le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, a loué, samedi à Boumerdes, l'annonce du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relative à la clôture définitive du dossier du foncier agricole en 2025. M. Dilmi, qui s'exprimait dans une déclaration à la presse en marge du Salon national de la production agricole de la wilaya, organisé à l'occasion du 50e anniversaire de la fondation de l'UNPA, a indiqué que "le Président de la République a annoncé récemment d'importantes décisions au profit du secteur agricole, à leur tête celle relative à la clôture définitive du dossier du foncier agricole en 2025". Il a ajouté que cette décision de régularisation du foncier agricole "arrive à point nommé pour mieux organiser ce secteur vital, qui aspire à consacrer l'autosuffisance dans tous les produits agricoles, notamment ceux classés comme stratégiques, pour ensuite s'orienter vers l'exportation". Il s'est aussi félicité du leadership national de la wilaya de Boumerdes dans certains produits agricoles, dont le raisin de table notamment, soulignant que l'amélioration, ces dernières années, de la production agricole dans nombre de wilayas est "le fruit de l'intérêt considérable accordé par les autorités, l'administration et les professionnels en général, à ce secteur sensible". L'UNPA œuvre à "garantir la stabilité pour l'agriculteur, mais aussi une vie décente pour le citoyen en préservant son pouvoir d'achat et en lui assurant des produits à des prix abordables", a-t-il assuré, par ailleurs. Outre les autorités locales, des agriculteurs et des partenaires du secteur ont pris part au Salon de la production agricole abrité par la bibliothèque principale de lecture publique.

SONATRACH

Lancement du projet Boosting du Gisement de Hassi R'mel-Phase III-Etape 2

Le Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, M. Rachid HACHICHI, a présidé, hier, à la cérémonie de lancement des travaux de réalisation du projet Boosting Hassi R'mel - phase III - étape 2. Cette cérémonie s'est déroulée en présence des Présidents Directeurs Généraux des entreprises Baker Hughes et Tecnimont S.p.A., ainsi que de Cadres Dirigeants et Présidents Directeurs Généraux de filiales du Groupe SONATRACH, annonce la compagnie dans un communiqué.

Il convient de rappeler que la réalisation de ce projet stratégique a été confiée au consortium comprenant Baker Hughes, Nuovo Pignone International S.R.L., et Tecnimont S.p.A., en vertu du contrat en EPC (Engineering, Procurement and Consrtuction), signé avec SONATRACH le 23 mai dernier. Ce contrat prévoit la réalisation de trois (03) étages de compression au niveau des stations du Centre, Nord et Sud avec un total de 20 Turbo-compresseurs. Il comprend également la réadaptation du réseau de collecte du gaz existant, la réalisation de 03 unités de démercurisation du condensat, la banalisation entre les trains de traitement des unités de production de Hassi R'mel et le tie-in des utilités existantes. Les délais de réalisation de ce projet sont respectivement de 33, 36 et 39 mois, pour les stations de Boosting Centre, Nord et Sud, avec des mises en service respectives des étages de Boosting en Octobre 2026, Janvier 2027 et Avril 2027, respectivement. Ce projet permettra de maintenir le niveau de production de gaz, de répondre aux besoins du marché national et d'honorer les engagements commerciaux de SONATRACH à l'international.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Décembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	73	86	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	77	84	70	الطماطم	
	Oignon sec	49	57	42	البصل الجاف	
	Ail sec	451	517	386	الثوم الجاف	
	Carotte	72	81	62	الجزر	
	Navet	85	96	74	لفت	
	Choux fleur	67	77	57	قرنبيط	
	Choux	74	82	65	الكرنب	
	Courgette	120	134	107	الكوسة	
	Haricot vert	144	161	127	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	96	109	83	الخس	
Fruits frais	Clémentine	176	214	138	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Orange	169	210	128	البرتقال	
	Citron	147	167	127	الليمون	
	Pomme locale	364	475	254	التفاح المحلي	
	Datte	493	628	358	التمر	
	Grenade	147	172	122	الرمان	
	Banane	427	442	412	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1758	1885	1632	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	422	434	409	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,17	-0,76	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 320,00	2320,00	0,00	0,87	0,81	6,96	7,76	2850	6 612 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 278,00	2273,00	-0,22	0,10	-0,58	11,96	5,50	2170	4 932 410,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,27	-4,90	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-14,05	2,03	-	0	0,00

INCENDIE DANS UN COMPLEXE GAZIER À ILLIZI

Sonatrach rassure ses clients

Le groupe Sonatrach a rassuré hier ses clients, tant en Algérie qu'à l'étranger, que l'approvisionnement en gaz se poursuivra normalement, après l'incendie survenu dans un complexe gazier à Illizi. C'est ce qu'a indiqué son PDG, Rachid Hachichi, dans une déclaration à la presse, samedi, lors d'une visite de terrain dans la wilaya d'Illizi pour s'enquérir des mesures prises au niveau du complexe situé dans la zone de production de « Stah », où il a inspecté le site de l'incident, qui n'a causé aucune perte humaine.

Par Sirine R.

Hachichi a indiqué que « les clients continueront à être approvisionnés en gaz naturel de manière régulière grâce aux équipements non affectés, permettant une production quotidienne de 18 millions de m³ de gaz naturel ». Concernant l'approvisionnement à l'échelle nationale et internationale, le PDG de Sonatrach a rassuré que cette opération se poursuivra grâce aux efforts des autres unités pour compenser la production de gaz du complexe « Alrar ».

Le PDG de Sonatrach a également affirmé que le groupe œuvre actuellement au redémarrage « dans les plus brefs délais » du complexe gazier « Alrar », qui a subi mercredi dernier un incendie au niveau du train de production N°1, et ce, en recourant à l'exploitation des trois autres trains intacts du site. À ce propos, il a précisé que « la priorité des équipes techniques sur place est d'assurer la sécurité de toutes les chaînes communes de production et de vérifier leur intégrité avant de redémarrer les trois autres trains de production du complexe dans les plus brefs délais », ajoutant que « les mesures mises en œuvre visent à isoler complètement le train endommagé des autres trains intacts ».

Le PDG de Sonatrach a également souligné que « le train N°1, touché par l'incendie, représente seulement 30 % de la production totale du complexe » et que « les équipes mobilisées par le groupe s'efforceront de réhabiliter et de redémarrer ce train dans les plus brefs délais, afin de permettre au complexe de retrouver sa pleine capacité de production ».

A cette occasion, M. Hachichi a salué les efforts des équipes de sécurité industrielle du Groupe pour maîtriser cet incendie avec une mobilisation qu'il a qualifiée de «remarquable», expliquant que «le plan d'assistance du centre tactique de gestion des incidents de la région d'In Amenas a été activé, ce qui a permis l'intervention de toutes les unités concernées». Il a, dans ce cadre, qualifié «cette intervention de très positive», mettant en avant l'importance des exercices annuels et des simulations menés par la compagnie à travers tous ses pôles industriels à travers le pays, en vue de réduire et maîtriser les incidents industriels».

Lors de sa visite sur terrain au complexe, M. Hachichi a suivi une présentation technique détaillant «les mesures prises pour limiter les effets de l'incident» ainsi que les dispositions mises en place pour isoler complètement le train endommagé des trois autres trains intacts relevant du complexe de traitement de gaz "Alrar" et assurer la stabilité des opérations du complexe».

Le PDG de Sonatrach a tenu une réunion avec les responsables du complexe et les équipes techniques opérant sur le site, durant laquelle il a mis l'accent sur «l'évaluation de l'efficacité des mesures prises ainsi que le plan d'action adopté pour redémarrer les trois autres trais du complexe», conclut le communiqué.

Lors de sa visite, Hachichi a pu constater de près la situation et s'informer des efforts déployés pour rétablir les opérations à leur état normal. Il a par ailleurs encouragé «l'équipe d'experts chargée de l'enquête à mener une investigation approfondie pour identifier les causes ayant conduit à l'incendie», précise un communiqué de Sonatrach. Le PDG a ensuite tenu une réunion avec les responsables du complexe et les équipes techniques sur place. Cette rencontre a porté sur «l'évaluation de l'efficacité des mesures prises ainsi que sur le plan d'action adopté pour relancer les trois autres trains de production du complexe», selon le communiqué.

Au cours de cette réunion, Hachichi a souligné l'importance d'un «strict respect» des normes de sécurité à toutes les étapes des opérations. Il a salué la rapidité et l'efficacité des équipes sur le terrain dans la gestion de l'incident, rappelant que la sécurité des travailleurs et des installations reste une priorité absolue pour la société. Le PDG a également insisté sur le renforcement des programmes de formation en gestion de crise et sur la mobilisation de toutes les ressources nécessaires pour garantir la sécurité des opérations.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre supervise l'opération de domiciliation de 5 startups à l'USTHB

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a supervisé, hier à Alger, l'opération de domiciliation de cinq (5) startups et la remise des attestations à cinq micro-entreprises au niveau de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) d'Alger. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Baddari a précisé que cette opération intervenait dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant création de 20.000 startups à l'horizon 2029 afin de contribuer au développement de l'économie du pays. Dans le même cadre, le ministre a souligné que l'université constitue désormais "la mère nourricière de l'économie d'innovation", et ce à travers la création et la promotion des startups, de même qu'elle joue actuellement un rôle important dans le soutien de l'économie du pays, en créant un environnement favorable au développement des startups et des micro-entreprises, précisant qu'elle constitue un moyen efficace pour l'appui à l'entrepreneuriat. A cette occasion, M. Baddari a visité une exposition des projets innovants organisée à l'université et inspecté le bureau des consultations, de la recherche et du développement de l'université ainsi que les bureaux consacrés aux startups, le centre de développement de l'entrepreneuriat et l'incubateur de l'université.

S'ÉTENDANT SUR PLUS DE 141 000 KILOMÈTRES

Le réseau routier, pilier de la mobilité et de la croissance économique

Par M. A.

Le réseau routier algérien, s'étendant sur plus de 141 000 kilomètres, joue un rôle essentiel dans la mobilité et l'économie nationale. Grâce à des infrastructures modernes et en constante évolution, il permet de répondre aux besoins croissants en matière de transport, tout en soutenant le développement du pays. Ce réseau facilite les échanges commerciaux, dynamise les secteurs économiques et soutient la croissance régionale, contribuant ainsi de manière significative à la prospérité nationale, a indiqué Ali Chekroune, secrétaire général de l'Association routière algérienne (ARAL). S'exprimant sur la « Chaîne III » de la radio nationale, Ali Chekroune a souligné l'importance des infrastructures routières dans le développement national, précisant que « nos réseaux autoroutiers sont conséquents ». L'Algérie dispose effectivement d'un réseau autoroutier qui s'étend bien au-delà de ses frontières grâce à des projets emblématiques comme l'autoroute Est-Ouest et la transsaharienne. Ces infrastructures, enrichies d'ouvrages d'art, de tunnels et de ponts suspendus, répondent aux normes modernes de mobilité et de sécurité routière. « Ce sont tous des acquis de l'Algérie indépendante », a-t-il ajouté, précisant que ces infrastructures ne servent pas seulement à fluidifier la circulation, mais aussi à renforcer la sécurité des usagers. Le réseau autoroutier algérien couvre désormais 9 400 kilomètres bitumés, favorisant ainsi une meilleure interconnexion avec les pays voisins et soutenant les échanges commerciaux et touristiques.

Un autre atout majeur du réseau routier algérien réside dans sa capacité à s'adapter aux spécificités géographiques, économiques et environnementales du pays. Selon Ali Chekroune, « ce réseau s'est adapté au capital touristique, économique, environnemental et culturel » de l'Algérie, avec des tracés conçus pour préserver l'écosystème tout en facilitant les déplacements. Il a insisté sur l'importance de cette adaptation dans la conception des routes, garantissant ainsi une mobilité optimale tout en respectant les espaces naturels qui entourent les axes routiers. Le développement du réseau routier dans le Grand-Sud de l'Algérie a également été évoqué, une région stratégique pour l'économie nationale. Ali Chekroune a souligné que ce réseau est crucial pour soutenir la dynamique économique de cette zone, en particulier dans les secteurs de l'agriculture saharienne, des mines et de l'énergie. Toutefois, il a mis en lumière les défis techniques propres à cette région. « La densité du trafic dans le Grand-Sud est lourde », a-t-il expliqué, rappelant que les conditions climatiques extrêmes et les reliefs particuliers influent considérablement sur l'état des routes, provoquant fissures et arrachements en raison des dilatations et contractions des matériaux dues aux variations de température.

Pour assurer la durabilité du réseau, Ali Chekroune a préconisé une adaptation des revêtements routiers aux nouvelles technologies et techniques de construction, en prenant en compte les spécificités climatiques du Sud. Concernant le développement durable, il a rappelé que l'Algérie a ratifié la Convention-cadre 2023-2027 sur les 17 engagements du développement durable, ce qui inclut des mesures concrètes visant à réduire l'empreinte carbone dans la réalisation des infrastructures routières. Des conventions internationales contribuent à cette démarche, permettant ainsi au pays de moderniser son réseau tout en respectant des critères environnementaux stricts.

Les maisons cantonnières, qui veillent à la qualité des routes et à la sécurité des usagers, jouent également un rôle clé dans la maintenance du réseau routier. L'objectif est de maintenir environ 10 % du réseau chaque année. Ali Chekroune a précisé que l'entretien d'un kilomètre de route peut coûter entre 14 et 26 millions de dinars, selon la nature des travaux à réaliser. Ces efforts sont essentiels pour préserver la qualité du réseau, notamment face aux défis climatiques et techniques.

CONSTRUCTION DU BARRAGE DE BOUHDID À ANNABA

Le ministre de l'Hydraulique insiste sur la résorption du retard enregistré

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a donné, samedi après-midi à Annaba, des instructions strictes à l'effet de résorber le retard accusé dans la réalisation du barrage de Bouhdid, à l'ouest de du chef-lieu de wilaya. Après avoir écouté un exposé détaillé sur ce projet inscrit en 2019 dans le cadre d'un programme d'urgence destiné à protéger la plaine ouest d'Annaba des inondations, le ministre a insisté sur la nécessité de rattraper le retard accusé afin de réceptionner ce projet "important" au "début du mois de juillet 2025". Les investissements importants dont le secteur de l'hydraulique a bénéficié dans cette wilaya doivent être réalisés dans les délais impartis et selon les normes de qualité requises, a déclaré M. Derbal. Affirmant qu'il veillera "personnellement" au suivi de la réalisation du barrage de Bouhdid, d'une capacité de 750.000 m3, le ministre a souligné que cet ouvrage destiné à prévenir les effets des crues, collectera les eaux pluviales et maîtrisera leur débit vers l'oued, pour protéger la zone ouest de la ville, ainsi que la plaine, des inondations. Lors de sa visite dans la wilaya d'Annaba, le ministre a également inspecté les travaux du projet portant suppression des estuaires où se déversent les eaux pluviales au niveau de la zone d'extension du port d'Annaba, où il a souligné l'importance de ce projet d'un point de vue environnemental et sanitaire. Un projet qui vise à dévier les eaux pluviales et à éliminer le déversement aléatoire des eaux usées sur un site dédié à l'extension du port d'Annaba. Dans la région de Chaiba, dans la commune de Sidi Ammar, le ministre a inspecté, en compagnie du wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, la construction de réservoirs d'eau d'une capacité totale de 10.000 m3, avant de superviser la mise en service d'une station de relevage dans la zone d'El Rym, à Annaba, où il a appelé à l'entretien préventif régulier des installations afin de prolonger leur durée de vie et assurer leur exploitation optimale.

MÉDÉA

Projet d'une plate-forme numérique de gestion à distance des urgences médicales

Un projet de plate-forme numérique de gestion à distance des urgences médicales pour les différents types d'interventions de la Protection civile a été présenté, samedi à Médéa, à l'occasion d'une journée d'information sur l'apport de l'intelligence artificielle dans les missions de ce corps constitué, a-t-on appris auprès de l'organisme organisateur.

L'élaboration de cette plate-forme s'inscrit dans le cadre du programme national de recherche (PNR) de la direction générale de la protection civile (DGPC) couvrant la période 2023/2025 et visant la modernisation des outils d'intervention et de gestion des accidents de diverse nature, a expliqué à l'APS, l'officier en charge de ce projet, le commandant Tarek Belhachemi. Des essais techniques sont actuellement en cours en vue de tester la plate-forme et d'identifier les contraintes qui peuvent réduire son efficacité, a-t-il ajouté, précisant que plusieurs instituts et centres de recherches nationaux spécialisés en information et en intelligence artificielle contribuent au développement de la plate-forme. Détaillant ce projet, le commandant Tarek Belhachemi révèle que le fonctionnement de la plate-forme de gestion à distance des urgences médicales se divise en quatre étapes. La première étape commence dès la réception de l'appel d'urgence transmis par le citoyen au centre d'appel téléphonique de la protection civile pour alerter sur un accident (domestique-circulation automobile-asphyxie). La seconde étape consiste en l'orientation des secours sur les lieux de l'accident suivant les informations communiqués précédemment, avec des moyens audio-visuels afin de permettre au centre des opérations de suivre en temps réel et en direct l'intervention. La plate-forme est utilisée, lors de la troisième étape, pour transmettre les informations ou les données concernant l'accident lui-même et l'état des victimes qui se trouvent sur place et durant leur évacuation vers les établissements de santé. Les données relatives aux personnes secourues sont communiquées, aussitôt, aux structures sanitaires (hôpitaux ou polycliniques, suivant la gravité des cas) pour se préparer à l'accueil des victimes et s'organiser en fonction du premier diagnostic établi par le médecin secouriste. Selon le commandant Belhachemi, la plate-forme offre la possibilité de piloter à distance le processus d'intervention et de prise en charge des victimes d'accidents, assure la rapidité des interventions et la détermination avec exactitude les actions à entreprendre grâce à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

NAÂMA

Une première opération de reconstruction du ligament croisé antérieur par arthroscopie à l'hôpital d'Aïn Sefra

Une équipe médicale spécialisée a réalisé, récemment, une première intervention de reconstruction du ligament croisé antérieur du genou (ligamentoplastie) par arthroscopie à l'hôpital "Mohamed Boudiaf" d'Aïn Sefra (wilaya de Nâama), a-t-on appris du directeur de cet établissement de santé, Ben Aïssa-Kaddar Kada Sofiane. L'opération a été effectuée sous la supervision des chirurgiens orthopédistes de cet hôpital, Hachemi Rachid et Fouad Bougadda, sur un patient souffrant d'une rupture totale du ligament croisé antérieur. Cette intervention a nécessité le remplacement du ligament en utilisant la technique d'arthroscopie, évitant ainsi l'ouverture du genou, a expliqué le même responsable. L'opération a été couronnée de succès, permettant au patient de retrouver la marche. Il suit actuellement un programme de rééducation fonctionnelle adapté à ce type de cas. Il convient de noter que l'hôpital "Mohamed Boudiaf" d'Aïn Sefra a été équipé, récemment, d'un arthroscope de dernière génération, doté de technologies avancées, a fait savoir le même responsable.

TIMIMOUN

De nouveaux bureaux de poste renforcent le réseau d'Algérie Poste

Le secteur de la Poste s'est vu accorder de nouvelles structures dans la wilaya de Timimoun, susceptibles de contribuer à l'amélioration du service public à la satisfaction des attentes du citoyen, a-t-on appris samedi des responsables de l'unité locale de la direction d'Algérie-Poste (AP). Il s'agit de la réalisation de bureaux postaux dans les quartiers de la Kasbah, commune de Timimoun, d'El-Baraka (Deldoul), d'Ain-Hamou (Tinerkouk) et Adjedir (Cherouine), en sus d'un centre postal au chef-lieu de la wilaya, a indiqué le directeur de l'unité d'AP, Djamel Bakri. Ces structures qui entreront en service une fois achevée l'opération de leur équipement et de leur dotation en personnels, devra porter à 37 le nombre de bureaux postaux déployés dans la wilaya qui ne comptait que 27 structures du type avant son élévation au rang de wilaya, a-t-il précisé. M. Bakri a fait savoir aussi que ces structures nouvellement aménagées, qui étaient des biens immobiliers vacants relevant des collectivités locales, ont été cédées au secteur d'Algérie- Poste en vue d'y assurer des prestations de qualité aux citoyens, notamment en zones enclavées. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'entreprise (AP) portant déploiement de ses structures à travers le territoire national, par souci d'offrir un service public de qualité et d'appuyer le processus de transition numérique en Algérie. Le secteur de la poste de la wilaya de Timimoun sera renforcé prochainement de dix (10) distributeurs automatiques de billets de banque (DAB), à être répartis à travers les quatre (4) daïras que compte la wilaya.

AÏN TEMOUCHENT

Des actions pour l'intégration des assiettes foncières dans le portefeuille des offres d'investissement

Le wali d'Aïn TEémouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a mis l'accent, samedi, sur la nécessité d'intégrer 56 assiettes de terrains situées dans la zone industrielle de Tamazoura dans le portefeuille des offres d'investissement dans la plateforme numérique des l'investisseurs créée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Lors de sa visite dans cette zone industrielle, M. Ouled Abdennebi a exhorté le responsable local de l'Agence de promotion de l'investissement à inscrire ces 56 parcelles, dont les travaux d'aménagement sont achevés, sur la plateforme numérique destinée aux investisseurs, afin, a-t-il soutenu, d'attirer de nouveaux investissements susceptibles de créer des emplois. La zone industrielle de Tamazoura s'étend sur une superficie totale de 205 hectares, répartie en 283 lots destinés à six secteurs industriels, à savoir la construction et les travaux publics, l'industrie de transformation, la fabrication, l'industrie automobile, l'agroalimentaire et la production pharmaceutique. Une partie est également réservée aux infrastructures de services, indique-t-on. Le wali a insisté sur la nécessité de mettre à jour l'étude relative à la répartition des zones d'activités dans cette zone industrielle afin de mieux répondre aux nouvelles demandes d'investissement. Le premier responsable de l'Exécutif local, a également appelé à associer le représentant des opérateurs économiques actifs dans cette zone à cette démarche. La zone industrielle a bénéficié d'une enveloppe budgétaire de 3,5 milliards de dinars pour son aménagement. Les travaux de raccordement au gaz naturel et au réseau de fibres optiques sont achevés, tandis que les travaux concernant les réseaux routiers, d'assainissement et d'approvisionnement en eau ont atteint un taux d'avancement de plus de 98 %, selon le directeur des Travaux publics, Tahar Nekkache, chargé du suivi du projet.

L'austérité est un projet profondément antidémocratique

L'austérité ne constitue pas un faux-pas économique. Il s'agit d'un projet vieux d'un siècle visant à saper la démocratie dans des domaines cruciaux de notre vie.Un retraité fait face à la police à un arrêt de bus à Buenos Aires, en Argentine, pour protester contre la décision du président de ne pas ajuster les pensions minimales à l'inflation.

3e partie et fin

La période qui a suivi la Première Guerre mondiale a été l'une de ces périodes, où, même au cœur de l'Occident capitaliste, les perspectives d'une alternative au capitalisme ont suscité une grande adhésion de la part de la population. De la Grande-Bretagne à l'Italie et à l'Allemagne, des changements institutionnels concrets se produisaient : dans certains cas, les conseils ouvriers organisaient la production sur le plan horizontal et se présentaient comme une ébauche de nouvelles organisations politiques authentiquement démocratiques. La mobilisation sociale à grande échelle permet une véritable redistribution.

Ce qui a mis un terme à la transition vers une plus grande démocratie économique, c'est une campagne menée par des experts pour faire passer l'austérité pour la solution objective à la crise du capitalisme. Une minorité de technocrates puissants est intervenue pour remédier à ce qu'elle considérait comme un monde en désordre. Au nom de la lutte contre l'inflation et de l'équilibre budgétaire – autant d'arguments qui restent des pierres angulaires de la rhétorique des experts aujourd'hui – les économistes ont travaillé au service d'un objectif précis : réintégrer la majorité des citoyens dans l'ordre économique dominant. Comme nous l'avons vu dans L'ordre du capital, les experts économiques pouvaient s'appuyer sur le régime fasciste de Benito Mussolini, largement soutenu par l'élite libérale internationale, pour imposer l'austérité aux travailleurs italiens. L'alliance de l'expertise néoclassique avec un gouvernement autoritaire a ainsi été institutionnalisée par Mussolini, ce qui ne constitue pas une exception dans l'histoire du capitalisme des XXe et XXIe siècles.

Les similitudes entre les versions fasciste et libérale de l'austérité montrent que la protection de l'ordre capitaliste exige un engagement constant pour protéger les leviers de la gestion macroéconomique de l'ingérence populaire.

Le lien manifeste entre rigueur et répression politique – particulièrement flagrant sous le régime fasciste – montre que la manière dont les citoyens italiens ont été traités sur le plan économique n'était pas si différente de celle que les experts britanniques avaient envisagée pour leur propre peuple. En effet, les technocrates britanniques poussaient fortement à une mise en œuvre non démocratique des politiques économiques par le biais de l'indépendance et de l'autorité des banques centrales.

Les similitudes entre les versions fasciste et libérale de l'austérité montrent que la protection de l'ordre capitaliste exige un engagement constant pour protéger les leviers de la gestion macroéconomique de l'ingérence populaire. Les dynamiques d'il y a un siècle continuent de nous éclairer en révélant les tendances insidieuses de l'économie politique contemporaine.

Enquêter sur ce qui s'est passé à l'époque, alors que l'austérité s'est imposée pour réprimer les salariés partout en Europe, nous permet d'approfondir la logique actuelle de cette politique et de mieux dissiper les malentendus qui réduisent au silence les dissidents et les contestataires. L'histoire révèle que l'austérité n'est pas simplement une aberration du tournant néolibéral des années 1970, comme on le croit souvent. Il s'agit plutôt d'un outil structurel de notre système économique, utilisé pour préserver un taux d'exploitation satisfaisant. Bien que l'austérité devienne plus explicitement visible en tant que contre-offensive dans les périodes où les travailleurs et les mouvements sociaux protestent davantage, elle représente la règle fixe des gouvernements – la démocratie électorale dans ses limites les plus étroites – au sein d'un système capitaliste en tant que tel.

Pour mettre fin à l'austérité, il ne suffira donc pas de gagner quelques élections sur une plateforme progressiste. Il nous faut comprendre d'où vient l'austérité afin de tracer la voie qui nous mènera là où nous voulons aller. La recherche historique permet de déchiffrer les abstractions économiques et de délivrer un message salutaire : contrairement à ce que les experts voudraient nous faire croire, notre système économique n'est ni naturel, ni spontané. Le capital en tant qu' « instrument monétaire » et de « croissance du PIB » repose sur un ordre politique spécifique qui s'appuie sur l'assujettissement de la majorité. C'est la raison pour laquelle notre système économique a besoin en permanence d'une assistance pour sa survie. Il est intrinsèquement fragile, et l'austérité se perfectionne au fil du temps en tant que système pour le sauvegarder. Notre ordre capitaliste repose sur l'intervention active de l'État en vue de contrôler le marché du travail et limiter toute possibilité d'émergence d'un système économique alternatif. En prêtant attention aux stratégies politiques constamment mises en œuvre pour protéger l'ordre du capital, on constate que notre système socio-économique actuel n'est pas inéluctable. Il ne doit pas non plus être accepté sans réagir comme étant la seule voie possible. D'où ce message encourageant : il est possible de subvertir l'austérité par le biais d'une action collective. Étudier la logique et l'objectif de l'austérité est un premier pas dans cette direction. *

Clara E. Mattei est professeure d'économie et directrice du Centre d'économie hétérodoxe de l'université de Tulsa, en Oklahoma. Elle est l'auteure de The Capital Order : How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism (L'ordre capitaliste : comment les économistes ont inventé l'austérité et ouvert la voie au fascisme).

Aditya Singh est doctorant en économie à la New School for Social Research et s'intéresse à l'influence historique du concept d'indépendance des banques centrales et à son impact sur les politiques des pays du Sud.

Source : Jacobin, Clara E. Mattei et Aditya Singh, 17-10-2024

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

BluePeak investit 15 millions $ pour l'expansion de Sancella en Afrique

L'Afrique constitue l'un des marchés de consommation enregistrant une croissance rapide à l'échelle mondiale, en particulier pour les biens essentiels comme les produits d'hygiène.
BluePeak Private Capital, société de gestion d'actifs alternatifs axée sur l'Afrique, a annoncé avoir finalisé un investissement de 15 millions de dollars dans Sancella, l'un des principaux fabricants et distributeurs de produits d'hygiène jetables en Afrique du Nord et de l'Ouest francophone, fondé en 1995 par l'ancien tennisman Aziz Zouhir.
Cet investissement permettra à Sancella de renforcer sa présence en Afrique en élargissant l'accès de ses produits d'hygiène aux marchés mal desservis, tout en consolidant sa position parmi les leaders de la région. Il devrait également contribuer à réduire son empreinte carbone. L'entreprise s'est en effet engagée à mettre en œuvre un plan de réduction des émissions de CO2, ainsi que des initiatives visant à diminuer la consommation d'eau et l'utilisation de plastiques.
« Nous sommes ravis d'accueillir BluePeak comme partenaire stratégique dans notre démarche visant à élargir l'accès aux produits d'hygiène essentiels à travers l'Afrique », a déclaré Farouk Zouhir (photo), PDG de Sancella. Et d'ajouter : « cet investissement s'inscrit dans notre engagement en faveur d'une croissance durable et renforce notre capacité à remplir notre mission tout en atteignant des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de carbone et d'efficacité des ressources ».
Pour rappel, BluePeak Private Capital avait investi 16 millions de dollars en 2021 dans la Société tunisienne de pansements (Sotupa), également détenue par Aziz Zouhir.
Ces opérations correspondent aux ambitions du gestionnaire d'actifs de réaliser des acquisitions stratégiques dans des entreprises générant des revenus supérieurs à 10 millions de dollars en Afrique. Fondé en 2017 et basé à Singapour, il est déjà présent en Tunisie, au Nigeria et au Kenya.

ARABIE SAOUDITE

Les dépenses en R&D augmentées à six milliards de dollars en 2023

L'Arabie saoudite a augmenté ses dépenses en recherche et développement pour atteindre 22,61 milliards de riyals saoudiens (6,02 milliards de dollars; 1 dollar = 0,95 euro) en 2023, soit une augmentation de 17,4% par rapport à l'année précédente, selon des données officielles.

L'Autorité générale des statistiques a fait état d'une augmentation du personnel de R&D, la main-d'œuvre atteignant 49 337 personnes à la fin de 2023, soit une hausse de 12,2% par rapport à l'année précédente. Parmi ces personnes, les chercheurs sont au nombre de 36 832, soit une croissance annuelle de 22,1%.
Le Royaume donne la priorité à la R&D dans des secteurs tels que l'énergie, la technologie et le développement durable dans le cadre de son initiative Vision 2030 visant à diversifier son économie en réduisant sa dépendance au pétrole.
«La répartition en pourcentage des employés dans le domaine de la R&D au niveau des différents secteurs indique que le nombre d'employés dans l'enseignement supérieur a atteint 37 540 employés, soit 76,1%, suivi par le secteur privé, avec 8 810 employés, soit 17,9%, puis le secteur gouvernemental, avec 2 987 employés, soit 6,1%», a noté la Gastat.
L'autorité a également révélé que l'Arabie saoudite comptait 32 209 chercheurs dans l'enseignement supérieur à la fin de 2023. Les secteurs privé et public emploient respectivement 2 790 et 1 883 chercheurs.

En termes de financement, le secteur gouvernemental représentait la plus grande part des dépenses de R&D avec 12,12 milliards de riyals saoudiens en 2023, soit 53,6% du total. Le secteur privé a contribué à hauteur de 9,31 milliards de riyals saoudiens, tandis que le secteur de l'enseignement supérieur a reçu 1,17 milliard de riyals saoudiens.
En ce qui concerne les dépenses, le secteur privé arrive en tête avec 8,70 milliards de riyals saoudiens, suivi du secteur public avec 8,66 milliards de riyals saoudiens et du secteur de l'enseignement supérieur avec 5,24 milliards de riyals saoudiens.
En août, le géant de l'énergie Saudi Aramco a annoncé un engagement de 100 millions de dollars pour financer la recherche et le développement à l'Université des sciences et technologies du roi Abdallah au cours de la prochaine décennie.
Le partenariat vise à accélérer l'innovation en Arabie saoudite et à développer des solutions commercialement viables qui soutiennent la transition énergétique mondiale et les objectifs de durabilité, selon un communiqué de presse.
L'accord se concentrera sur des domaines tels que la transition énergétique, la durabilité, la science des matériaux, les technologies en amont et les solutions numériques.

AFRIQUE-EGYPTE

Les échanges commerciaux atteignent 9,2 milliards $ en 2023

Ces échanges ont été portés par les exportations, en hausse de 15,6% contrairement aux importations qui ont baissé de 21,7% par rapport à 2022. Les échanges commerciaux entre l'Egypte et les autres pays de l'Union africaine (UA) ont enregistré une croissance notable en 2023, atteignant 9,2 milliards $ contre 8,7 milliards $ en 2022. Cette hausse de 5,7%, dévoilée par l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS), reflète un dynamisme économique marqué par des performances contrastées entre exportations et importations. Les exportations égyptiennes vers les pays de l'UA ont bondi de 15,6% en un an, passant de 6,4 milliards $ en 2022 à 7,4 milliards $ en 2023. Les principaux partenaires commerciaux de l'Egypte sont : la Libye, le Soudan, l'Algérie, le Maroc et le Kenya.
Parmi les produits les plus exportés figurent le ciment, le gypse et le phosphate de calcium, qui ont généré 701 millions $, soit 9,5% des exportations totales. A l'inverse, les importations égyptiennes en provenance de l'Union ont connu une baisse de 21,7%, passant de 2,3 milliards $ en 2022 à 1,8 milliard $ en 2023. Cinq pays ont dominé les échanges dans ce sens, représentant 82,6% des importations totales. Il s'agit de la République démocratique du Congo, du Soudan, du Kenya, de la Zambie et de l'Afrique du Sud. Les principaux produits importés incluent le cuivre et ses dérivés, et le café.
Il faut noter que les échanges commerciaux avec les pays membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), dont l'Egypte est membre, ont progressé de 7,4%, atteignant 5,8 milliards $ en 2023. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de 20% des exportations vers ce bloc par rapport à 2022.
Avec un volume total de 6,5 milliards $ en 2023, les échanges entre l'Egypte et les pays du Sahel et du Sahara ont enregistré une hausse de 10,2% par rapport à 2022. En revanche, ceux avec les pays du bassin du Nil ont légèrement reculé, passant de 3,1 milliards $ en 2022 à 3 milliards $ en 2023.
Pour rappel, l'Egypte a contribué à hauteur de 13,9% au PIB du continent, en 2023, dépassant ainsi le Nigeria et l'Afrique du Sud, selon Afreximbank.

POUR 2024

Les indicateurs clés de la gouvernance mondiale placent le Qatar en tête des pays de la région

Le Qatar s'est classé premier de la région dans les indicateurs de gouvernance mondiale de la Banque mondiale pour 2024.
En effet, le Conseil National de Planification a déclaré, dans une publication sur son compte sur la plateforme « X » aujourd'hui, que le Qatar s'est classé au premier rang des indicateurs de stabilité politique avec 84,36 pour cent, et de l'état de Droit avec 80,19 pour cent.
Le Conseil a attribué la progression du pays dans ce classement aux efforts qu'il a déployés pour promouvoir les axes essentiels de la gouvernance et pour réaliser le développement durable de manière efficace.
Selon les données de 2023 publiées par la Banque mondiale, le Qatar a obtenu 81,13 % pour l'indice de qualité organisationnelle, 85,85 % pour l'indice d'efficacité gouvernementale et 22,55 % pour l'indice de participation et de responsabilité.
Le Conseil national de planification a précisé que ces indicateurs constituent un outil de mesure important qui reflète l'engagement des gouvernements à mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance.

RDC

Plus de 80% de l'or exporté à un prix inférieur à celui du marché mondial

La mine de Kibali qui fournit presque toute cette production a vendu son or à un prix moyen de 46 214,8 $/kg au 1er trimestre 2024, soit près de 20 000 $ de moins que le prix obtenu par Primera Gold (aujourd'hui DRC Gold Trading). Sur la période, le prix mondial de l'or a augmenté de 37%.

D'après des données récentes de la Cellule technique de coordination et de planification minière (CTCPM), au moins 80% de l'or exploité en République démocratique du Congo (RDC) est vendu à un prix inférieur à la tendance du marché international depuis 2023. Cette proportion inclut principalement l'or extrait de la mine de Kibali, un projet détenu à 90% par Barrick Gold et AngloGold Ashanti.

Selon le site d'information Bankable.Africa, le kilogramme d'or extrait de Kibali a été exporté à 46 214,8 $ au premier trimestre 2024, soit près de 20 000 $ de moins que le prix obtenu par la société Primera Gold (devenue DRC Gold Trading sous contrôle gouvernemental). Celle-ci a vendu l'or collecté auprès des artisans du Sud-Kivu à 64 502 $/kg. Même les artisans de l'Ituri et du Nord-Kivu, qui exportent de l'or non raffiné, ont obtenu un meilleur prix (59 500 $/kg).

Les écarts de prix observés ne datent pas d'aujourd'hui. En 2023 déjà, Primera Gold et les artisans vendaient leur or à respectivement 59 509 $ et 38 484,4 $/kg contre 30 915,6 $/kg pour Kibali. Cela représente une différence de près de 30 000 $ et 10 000 $. Ces différences posent des questions sur les raisons qui justifient un tel décalage.

Pourquoi de tels écarts ?

Plusieurs éléments peuvent contribuer à expliquer pourquoi le prix réalisé par Kibali est inférieur au prix mondial de l'or. Tout d'abord, il est possible que l'or extrait par la mine soit vendu sous forme de doré, un alliage contenant de l'or et d'autres métaux, nécessitant un processus d'affinage pour atteindre la pureté standard de 99,9% requise sur le marché international. Si Barrick ou ses partenaires supportent une partie des frais d'affinage, cela pourrait réduire le prix net déclaré. Entre autres hypothèses, les coûts logistiques, tels que le transport et la sécurisation de l'or depuis des sites isolés comme Kibali, peuvent également jouer un rôle dans la différence entre le prix mondial et le prix déclaré.

Enfin, contrairement à Kibali, DRC Gold Trading et les artisans locaux vendent souvent de l'or brut directement à des acheteurs, dans des conditions où les frais liés à l'affinage et au transport ne sont pas nécessairement inclus dans le prix payé. Cela pourrait expliquer pourquoi les prix obtenus par ces acteurs semblent plus proches du prix mondial de l'or.

Une transparence à améliorer

Kibali Gold est le principal contributeur aux revenus d'exportation d'or en RDC, représentant 88,2% du total déclaré au premier trimestre 2024. L'Etat congolais et la province du Haut-Uele perçoivent des revenus à travers la participation de Sokimo (10%) et des redevances basées sur la valeur vendue.

Entre janvier et septembre 2024, le gouvernement congolais a perçu 27,8 millions de dollars de redevances minières de la part de Barrick, une augmentation modeste de 9% par rapport aux 25,5 millions enregistrés sur la même période en 2023. Pourtant, le prix mondial de l'or a augmenté de 37% sur cette période, tandis que les volumes exportés par Kibali n'ont baissé que de 8%.

La lecture des rapports financiers de Barrick Gold et AngloGold Ashanti ne permet pas de clarifier précisément les écarts observés avec les prix d'autres acteurs en RDC. Améliorer la transparence dans la déclaration des prix de vente et mieux encadrer les pratiques des grandes compagnies minières pourraient permettre au pays de bénéficier davantage de son potentiel aurifère.

En dehors d'une meilleure surveillance des prix déclarés, une stratégie pour développer des infrastructures locales de raffinage pourrait également y contribuer. Soulignons aussi la nécessité d'un dialogue renforcé entre le gouvernement et les compagnies minières pour aligner les pratiques sur les intérêts nationaux tout en garantissant une attractivité pour les investisseurs.

CAFÉ ARABICA

L'escalade des cours mondiaux se poursuit, les producteurs africains aux aguets

Les contrats à terme du café ne cessent de prendre de la valeur depuis le début de l'année 2024, stimulés par des prévisions de pénurie dues entre autres à des facteurs climatiques défavorables. Une situation qui peut représenter une aubaine pour certains producteurs africains.

Les prix de référence du café arabica poursuivent une envolée historique. Cette variété a dépassé les 3,3 USD la livre en clôture sur l'Intercontinental Exchange, soit son plus haut niveau depuis au moins 1972 selon la plateforme spécialisée Trading Economics. La croissance depuis début 2024 est désormais portée à plus de 70%.

Cette flambée s'explique généralement par les spéculations liées aux craintes de pénurie dans la chaine d'approvisionnement. Plusieurs exportateurs rencontrent en effet des problèmes susceptibles d'affecter leurs productions. Le Brésil et le Vietnam font par exemple face à un climat défavorable, tandis que les producteurs ougandais sont confrontés à des risques de pillage des récoltes.

Selon l'USDA Foreign Agricultural Service, le flux actuellement élevé des exportations joue également, car il amenuisera probablement les stocks d'ici la fin de la saison. Quoi qu'il en soit, la situation peut profiter à certains producteurs africains qui cherchent à renforcer leur positionnement sur le marché international.

Fournisseuses d'arabica essentiellement, l'Ethiopie et la Côte d'Ivoire notamment ont peut-être ainsi une fenêtre à exploiter pour prendre une nouvelle dimension dans les échanges, en capitalisant sur la qualité de leurs fèves, mais aussi en renforçant leurs capacités de production.

CAMEROUN

4,9% de taux moyen d'inflation de janvier à septembre, -2,9 points en glissement annuel

Le contrôle et la réduction de l'inflation constituent un challenge de tous les jours pour les pays africains, dans une contexte de crises mondiales affectant plusieurs segments macro et micro-économiques. Au Cameroun, le taux d'inflation a reculé à une moyenne de 4,9% sur les 3 premiers trimestres de 2024, soit une baisse de 2,9 points en glissement annuel. L'Institut national de la statistique dont émanent ces données affirme que cet indicateur est toujours porté par la « hausse de 6,2% des prix des produits alimentaires et de 13,4% des coûts des transports dues à l'augmentation des prix des carburants à la pompe ». « En perspective, et en tenant compte, d'une part, du réajustement de 15% des prix des produits pétroliers à la pompe survenu le 3 février 2024, ainsi que de ses répercussions sur divers secteurs de l'économie, et, d'autre part, de la tendance à la baisse de l'inflation à l'échelle internationale, le taux d'inflation pourrait se stabiliser autour de 4,5% d'ici la fin de l'année 2024 » projette l'INS.

En dépit du recul observé depuis début 2024, le taux d'inflation à fin septembre et celui projeté au 31 décembre 2024 demeurent au-dessus de la norme de 3% admise dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), remarque Investir au Cameroun.

CAC 40

Pourquoi les baisses vertigineuses en bourse se sont multipliées ces dernières années

L'an passé, plusieurs locataires de l'indice phare du marché parisien ont enregistré des baisses vertigineuses, comme Alstom ou Worldline. Le gendarme des marchés financiers s'est penché sur ce phénomène de plus en plus récurrent ainsi que sur les causes de ces décrochages en Bourse sur la période 2013-2023.

L'an dernier, les investisseurs ont eu des sueurs froides à l'occasion d'une saison automnale des résultats particulièrement mauvaise. Plusieurs pensionnaires du CAC 40 ont enregistré de nombreux plongeons vertigineux, sanctionnés pour avoir déçu soit sur leurs comptes ou leurs perspectives. À titre d'exemple, Alstom avait plongé en octobre 2023 de près de 38% sur une séance, après avoir lancé un lourd avertissement sur sa génération de trésorerie. Worldline avait lâché 59% sur une journée, après avoir sabré ses objectifs 2023 et mis de côté ses perspectives à l'horizon 2024. Ces variations de cours spectaculaires n'ont pas échappé à l'Autorité des marchés financiers (AMF) qui s'est donc penchée sur ce phénomène. Dans une étude couvrant la période 2013-2023, le gendarme des marchés financiers est revenu sur les caractéristiques du phénomène et ses possibles causes.

Des sanctions plus spectaculaires qu'il y a 10 ans

Le constat est sans appel, l'étude met en évidence une fréquence plus importante en 2023 des cas de variations significatives à la baisse, c'est-à dire des replis de 10% et plus. Pour 7 d'entre elles, l'AMF a recensé 9 variations à la baisse de 10 % et plus, après 3 variations en 2022 et 6 en 2021.
À titre de comparaison, sur la période 2013-2017, le gendarme financier n'a observé que 1 à 4 cas similaires par an. Par ailleurs, l'analyse de l'AMF montre des décrochages de cours plus violents qu'auparavant. Et surtout, l'AMF remarque que pour les 7 valeurs concernées par ces violentes baisses, elles ne sont pas revenues à leurs niveaux d'avant décrochage dans les semaines qui suivent. "En revanche, la liquidité des titres n'apparaît pas dégradée : les volumes échangés n'affichent pas de baisse significative lors des séances suivantes et la profondeur du carnet d'ordres (nombre de titres offerts à l'achat et à la vente) ainsi que l'écart entre les prix offerts à l'achat et ceux offerts à la vente restent stables", poursuit l'étude. Aussi, ce phénomène, qui reste encore rare, n'est pas propre au marché parisien rappelle l'AMF, et concerne aussi les autres valeurs cotées en Europe et aux États-Unis. Effectivement, il ne s'agit pas d'un mal français: le groupe de paiements néerlandais Adyen avait par exemple chuté de plus de près de 40% à la Bourse d'Amsterdam à la suite de résultats décevants, à l'été 2023. À quoi peuvent être dues cette nervosité du marché et la dureté des sanctions infligées aux entreprises qui déçoivent? L'AMF avance des éléments d'explication.

Des valorisations élevées et une concentration de la performance

Pour déterminer les causes de ces décrochages boursiers, l'AMF a tout d'abord étudié le comportement des différents intervenants sur le marché parmi lesquels les vendeurs à découvert, les sociétés de gestion et les investisseurs individuels. Et elle en vient à la conclusion suivante qu'aucune de "ces catégories d'intervenants n'apparaisse comme la cause principale des décrochages observés". Puis le gendarme des marchés financiers s'est penché sur le niveau de valorisation et à la performance du marché. L'étude a constaté que les ratios cours/bénéfices estimés par action en France, comme aux États-Unis, sont revenus en 2023 à des niveaux proches de plus hauts historiques. "En conséquence, les mauvaises nouvelles, comme la publication de résultats financiers jugés décevants, ont pu être davantage sanctionnées par le marché", avance l'étude.
Aussi ,l'AMF pointe depuis plusieurs années, une concentration de la performance sur quelques valeurs vedettes au sein des indices. Ce qui explique que les investisseurs semblent récompenser davantage les valeurs jugées performantes et qu'ils sanctionnent plus sévèrement celles qui déçoivent.
En 2023, par exemple, 11 valeurs de l'indice paneuropéen Stoxx Europe 600 ont représenté à elles seules 50 % des gains de l'indice, rappelle l'étude. De fait, cette tendance se traduit par une décorrélation des valeurs au sein d'un même indice, conclut l'AMF.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Novembre 2024
Valeur : 02 Décembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.4730	133.4880
1	EUR	EURO	140.7072	140.7364
1	GBP	POUND STERLING	168.8677	168.9508
100	JPY	JAPANESE YEN	87.9443	87.9831
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4047	18.4078
1	CHF	SWISS FRANC	150.9705	151.0558
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.1340	95.1718
1	DKK	DANISH KRONE	18.8641	18.8676
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.1989	12.2093
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0155	12.0319
1	AED	UAE DIRHAM	36.3370	36.3450
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5350	35.5447
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.0585	434.2485
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.0374	42.4599
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3115	13.3130
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2027	27.3423
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3453	3.3557
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.3767	175.3767

CHINE

L'activité manufacturière progresse en novembre-pmi officiel

L'activité manufacturière en Chine a progressé en novembre pour le deuxième mois consécutif, montre une enquête officielle publiée samedi, ce qui laisse penser que les nouvelles mesures de relance annoncées par Pékin vont permettre une reprise de la deuxième économie mondiale.
L'indice PMI manufacturier officiel s'est établi à 50,3 en novembre contre 50,1 le mois précédent, soit au-dessus du seuil de 50 qui sépare contraction et expansion de l'activité. L'indice est également supérieur au consensus, qui ressortait à 50,2.
S'agissant du secteur des services, l'indice PMI officiel s'est établi à 50,0 le mois dernier, contre 50,2 en octobre. D'après les données officielles, le PMI composite est ressorti à 50,8 en novembre.

Le CAC 40 perd près de 1,6% sur un mois de novembre très politique

L'indice parisien clôture en hausse ce vendredi mais affiche un bilan terne sur le mois de novembre (-1,57%) en raison de la crise politique en France qui s'est ajoutée aux craintes d'une hausse des droits de douane aux États-Unis.
La Bourse de Paris termine ce mois éprouvant sur une bonne note. Le CAC 40 s'offre finalement un rebond de 0,78%, lui permettant de boucler ce mois de novembre au-dessus des 7.200 points, à 7.235,11 points.
Pourtant, l'indice vedette parisien faisait du surplace à la mi-journée. L'inspiration est venue de Wall Street et de ses indices qui évoluent en hausse pour cette séance tronquée, la place américaine fermera ses portes en ce lendemain de Thanksgiving à 13 heures, heure locale (soit 19 heures à Paris).
Pour autant, ce sursaut d'orgueil n'empêche pas le CAC 40 d'afficher une nouvelle semaine de baisse (-0,27%), la sixième d'affilée. Et sur un mois, ce n'est guère mieux puisqu'il plie de 1,57%. Il faut dire que les marchés actions tricolores ont été malmenés par la menace d'une hausse des droits de douane par Donald Trump et le risque politique en France durant ce onzième mois de l'année.
Dans ce contexte, les investisseurs attendent avec fébrilité le verdict de l'agence S&P sur la note de la dette souveraine tricolore, ce vendredi soir.

Une actualité des entreprises clairsemée

Au chapitre statistique, c'était jour d'inflation en Europe. Calculés aux normes européennes, les prix à la consommation dans la zone euro en novembre ont progressé de 2,3%, en ligne avec le consensus, et après 2% en octobre. L'inflation sous-jacente ressort stable à 2,7%, ce qui est légèrement moins que les attentes du consensus logées à 2,8%.
"L'inflation globale est en hausse en novembre comme cela était attendu, mais la stabilité de l'inflation sous-jacente est la surprise positive de ce rapport préliminaire sur l'inflation. Surtout, la désinflation dans les services reprend et ce mouvement devra s'intensifier dans les mois qui viennent pour que l'inflation puisse atteindre sa cible de manière durable", note Juliette Cohen, stratégiste chez CPRAM.
"La BCE devrait procéder à une nouvelle baisse de taux de 25 points de base lors de sa réunion du 12 décembre. La confiance accrue dans le processus de désinflation ainsi que la faible dynamique de croissance de la zone euro justifient la poursuite du retrait du caractère restrictif de la politique monétaire", poursuit-elle.
Du côté des entreprises, l'actualité était bien clairsemée. Elior a repris 5,9% profitant d'un coup de pouce de JP Morgan qui relève son avis à surpondérer et son objectif de cours de 3,50 euros à 4,50 euros. Elis termine en légère baisse de 0,5%, le spécialiste de la blanchisserie industrielle a annoncé l'acquisition du groupe espagnol Carsan.
Sur le marché des changes, l'euro est en léger repli de 0,1% face au billet vert à 1,0546 dollar. Du côté du pétrole, il évolue en ordre dispersé. Le contrat de janvier sur le Brent de mer du Nord cède 0,3% à 72,58 dollars le baril tandis que celui de même échéance sur le WTI coté à New York grignote 0,1% à 68,80 dollars le baril.

ETATS-UNIS

Trump menace les BRICS de droits de douane «à 100%»

Donald Trump a menacé samedi les pays des BRICS de droits de douane «à 100%» s'ils sapent la domination du dollar, certains de ces puissants pays envisageant de se passer du billet vert dans les échanges internationaux.

«Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie des BRICS, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain», a déclaré le président américain élu sur son réseau Truth Social, «faute de quoi, ils seront soumis à des droits de douane de 100 % et devront s'attendre à dire adieu à leurs ventes dans la merveilleuse économie américaine.»
Le groupe des BRICS comprend neuf pays, dont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.
Ce bloc de puissances souhaite réduire la domination occidentale dans un monde qu'il conçoit comme «multipolaire». Dans le domaine financier, ce groupe a mené des réflexions pour se passer du dollar, qui sert de monnaie de référence pour les échanges mondiaux. Ces pays ont notamment envisagé de créer leur propre monnaie commune. Mais ce projet, qui impliquerait de renoncer à une partie de sa souveraineté au sein d'un groupe de pays très hétérogènes, est encore très loin d'être abouti.
Lors du sommet des BRICS à Kazan (Russie) fin octobre, le président russe Vladimir Poutine a dit renoncer, à ce stade, à la création d'une monnaie unique commune, en jugeant que cette idée n'était «pas encore mûre».
Après son élection face à Kamala Harris début novembre, Donald Trump doit prendre ses fonctions le 20 janvier à la Maison Blanche.
Mais avant même cette date, le président élu multiplie les menaces d'augmentation des droits de douane envers différents pays, ce qui fait craindre une vaste guerre commerciale capable de pénaliser la croissance mondiale.
Le milliardaire républicain s'en sert notamment comme un outil de pression diplomatique. Lundi, le tribun a dit vouloir imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25% sur l'ensemble des produits importés aux Etats-Unis, malgré l'accord de libre-échange en vigueur entre Washington et ces deux pays. M. Trump a promis qu'il maintiendra cette surtaxe «jusqu'à ce que les drogues, en particulier le fentanyl, et tous les immigrants illégaux arrêtent cette invasion de notre pays!».

Record de 10,8 milliards de dollars dépensés en ligne pour le Black Friday

Les consommateurs américains ont dépensé 10,8 milliards de dollars en ligne vendredi à l'occasion de la journée de promotions du "Black Friday", un nouveau record marqué par l'utilisation de l'intelligence artificielle pour trouver les meilleures offres, a annoncé samedi Adobe Analytics. Ce montant total de ventes est supérieur de 10,2% à celui de la même journée en 2023. Les consommateurs se sont notamment rués, via écran interposé, sur les jouets, bijoux, appareils électroménagers, soins, vêtements et appareils électroniques.
"Franchir la barre des 10 milliards de dollars est une étape importante pour le commerce électronique pour le Black Friday, une journée qui, dans le passé, était davantage tournée vers les achats en magasins", a commenté Vivek Pandya, analyste pour Adobe Digital Insights.
Ca n'est pas cette année l'inflation qui fait mécaniquement grimper le montant total des ventes, mais bien une hausse de la demande, précise Adobe, qui souligne que "les prix du commerce électronique ont chuté de manière consécutive pendant 26 mois (en baisse de 2,9% sur un an en octobre 2024)".
Les consommateurs se sont laissés guider par l'intelligence artificielle pour naviguer entre les promotions. Le trafic vers les sites de vente au détail provenant de ces services "a augmenté de 1.800% par rapport au Black Friday" 2023, souligne Adobe.
L'intelligence artificielle est notamment utilisée pour dénicher les meilleures offres, mais aussi trouver rapidement des articles spécifiques, ou encore obtenir des recommandations de marques, selon une enquête réalisée par Adobe auprès de 5.000 consommateurs américains.
La journée du "Black Friday", organisée au lendemain du jeudi de Thanksgiving, marque l'ouverture des ventes des fêtes de fin d'année.

FRANCE/BUDGET DES COLLECTIVITÉS

Le Sénat met des bâtons dans les roues du gouvernement

Les sénateurs ont fait samedi quelques gestes en direction des collectivités territoriales en réduisant de plus d'un milliard d'euros l'effort qui leur est demandé dans le budget du gouvernement. En plein cœur de l'examen du projet de budget pour 2025, le Sénat est venu à la rescousse des élus locaux en mettant en échec le gouvernement sur quelques mesures clés. La chambre des territoires, toujours très conciliante avec les collectivités, s'est ainsi opposée, à l'unanimité, à la réduction du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA), un système d'accompagnement des collectivités dans leurs dépenses d'investissement. La mesure initiale du gouvernement, censée rapporter 800 millions à l'État, entendait revoir à la fois l'assiette et le taux de ce fonds, ciblant principalement des investissements déjà engagés en 2023 et 2024. C'est une mesure «injuste car elle vient frapper toutes les collectivités de manière indifférenciée», et «percute» le «cercle vertueux» de l'investissement local, s'est alarmé le sénateur centriste Bernard Delcros. À gauche, plusieurs voix se sont montrées plus sévères encore sur ce dispositif proposé par le gouvernement Barnier. «Si l'on veut que demain les élus locaux ne se représentent pas, continuons comme ça ! Nous n'en sommes pas très loin», s'est inquiétée la communiste Cécile Cukierman.

«Ne pas grever l'investissement local»

Michel Barnier, qui sera probablement dès la semaine prochaine sous la menace d'une motion de censure sur la série de textes budgétaires 2025, avait annoncé ces derniers jours devant les élus qu'il était prêt à revenir partiellement sur cette mesure, en en supprimant uniquement la rétroactivité. Soit «plus de 80% des 800 millions proposés», a insisté en séance le ministre des Comptes publics Laurent Saint-Martin, attentif à «ne pas grever l'investissement local». Les sénateurs ont également approuvé une réforme de ce FCTVA pour permettre que les fonds en question soient versés la même année que la dépense des collectivités. Celles-ci doivent attendre deux ans avant d'être compensées selon le système actuel. Malgré des débats nourris et des demandes sur tous les bancs de l'hémicycle, le Sénat n'a en revanche pas souhaité indexer sur l'inflation la dotation globale de fonctionnement (DGF), attribuée aux collectivités territoriales. Elle a néanmoins adopté un amendement socialiste pour abonder cette DGF de 290 millions d'euros, de manière à éviter de faire peser sur l'ensemble des territoires deux autres mesures contenues dans le budget: l'augmentation de la dotation de solidarité rurale (150 millions) et de la dotation de solidarité urbaine (140 millions). Enfin, le Sénat a décidé d'indexer sur l'inflation la dotation de continuité territoriale (DCT) reversée au profit de la Corse. Le gouvernement proposait lui une enveloppe de 50 millions d'euros, mais seulement à titre exceptionnel pour 2025.

RUSSIE

Le président russe Poutine approuve le budget militaire 2025-2027

Le président russe Vladimir Poutine a approuvé un budget militaire ciblé pour la période 2025-2027, comme le montre un document publié dimanche sur le site officiel des actes juridiques.
Le budget de l'État pour l'année prochaine prévoit une augmentation de 25 % des dépenses militaires, mais il sera le plus secret de l'histoire post-soviétique, près d'un tiers de toutes les dépenses étant soustraites à l'examen du public.
Le gouvernement a reconnu que les besoins de ce que Moscou appelle son opération militaire spéciale en Ukraine et le soutien à l'armée resteront la priorité budgétaire, au même titre que les besoins sociaux et le développement technologique.
Le gouvernement a présenté le projet de budget comme étant "équilibré", le déficit tombant à 0,5 % par rapport au déficit de 1,7 % prévu pour cette année et la dette publique restant inférieure à la barre des 20 % pour les trois prochaines années.

ESPAGNE

Nouvelle manifestation à Valence contre la gestion des inondations

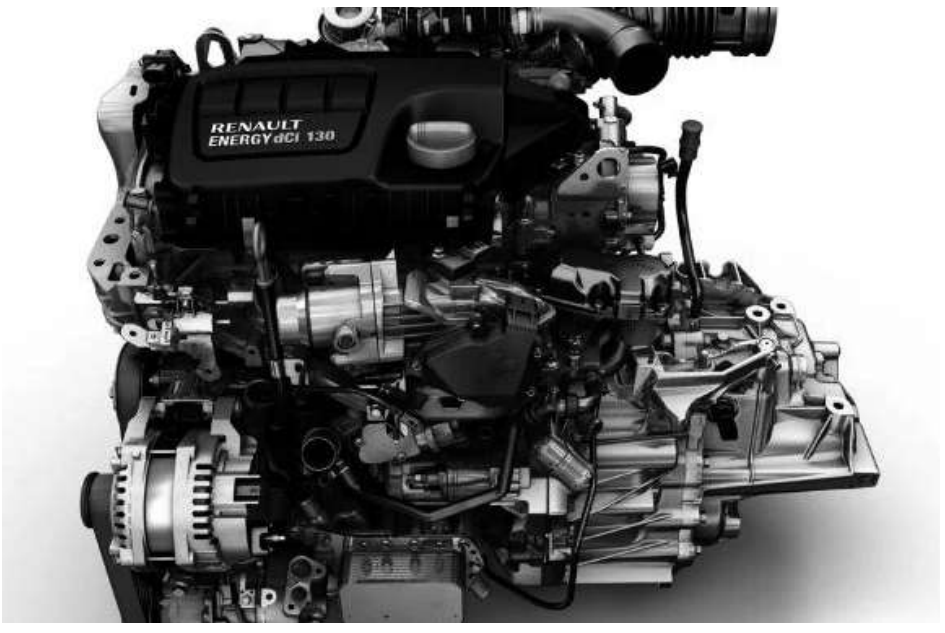
Une nouvelle manifestation de plusieurs milliers de personnes, pour protester contre la gestion par les autorités des inondations fin octobre en Espagne qui ont fait 230 morts, s'est déroulé samedi soir à Valence, a rapporté la presse locale. Les pluies torrentielles du 29 octobre ont fait au total 230 morts, dont 222 dans la seule région de Valence, et quatre disparus, en plus de dégâts matériels estimés à plusieurs millions d'euros. Quelques jours plus tard, 130.000 personnes ont manifesté le 9 novembre dans la troisième ville d'Espagne pour exiger la démission du président conservateur de la région de Valence, Carlos Mazan, et dénoncer la gestion de l'urgence par le gouvernement central du socialiste Pedro Sanchez. En Espagne, pays très décentralisé, la gestion des catastrophes est une compétence des régions, mais le pouvoir central peut fournir des moyens et même assumer l'urgence dans les cas extrêmes. Les sinistrés reprochent à l'exécutif régional de ne pas avoir prévenu les habitants suffisamment à l'avance du danger des pluies torrentielles qui avaient commencé dès le matin du mardi fatidique. Et d'avoir tardé à déployer des secours dans plus de 70 communes.

MOTEUR 1.5 DCI RENAULT-DACIA

De gros problèmes après une mise à jour antipollution

Des à-coups, une perte de puissance, voire l'allumage de voyants : ce sont les problèmes dont certains propriétaires de modèles Renault ou Dacia animés par un moteur 1.5 dCi se plaignent depuis l'application d'une mise à jour censée réduire la pollution. Le Losange assure travailler sur une solution.

Réduire les rejets polluants sur des véhicules diesel déjà un peu âgés : c'est le but d'une mise à jour électronique gratuite proposée par Renault depuis 2023 pour ses 1.5 dCi et 1.6 dCi. D'après le constructeur, elle fait suite à un "premier plan d'action volontaire déployé en 2016 pour les véhicules diesel Euro 6b". Pour ces derniers, cette nouvelle reprogrammation du calculateur moteur permettrait de "réduire davantage les émissions d'oxydes d'azote en usage client". Elle est par ailleurs désormais étendue à "de nombreux véhicules Euro 5", donc encore plus anciens et plus polluants, tout cela "en accord avec les autorités compétentes". Sur le papier, le tableau est donc idyllique. Mais l'un de nos lecteurs, Paul, nous a révélé l'existence de cette mise à jour jusqu'ici très discrète pour des raisons beaucoup moins flatteuses. Elle a en effet eu des conséquences fâcheuses depuis plus d'un an sur son Kangoo 1.5 dCi 90, et il n'est pas le seul dans ce cas. Des symptômes et des véhicules variés



Des modèles dépourvus d'AdBlue

Près de la moitié des véhicules concernés a moins de 100 000 km et ils semblent majoritairement avoir été immatriculés entre 2016 et 2018. Tous sont conformes à la norme Euro 6b et dépourvus du controversé Adblue, cet additif qui était déjà utilisé à l'époque par d'autres constructeurs sur des modèles concurrents. Le nombre de cas recensés n'est pas assez important pour parler d'une grave épidémie. Mais il est suffisant pour montrer que le cas de Paul n'est pas du tout isolé.

Une mise à jour vraiment facultative ?

Cette reprogrammation antipollution porte différents codes en fonction du modèle et est présentée comme facultative. Renault nous a d'ailleurs indiqué que "si le client exprime le souhait de ne pas bénéficier de la mise à jour, celle-ci n'est pas appliquée." Pourtant, plusieurs des utilisateurs concernés nous ont certifié que cette modification avait été effectuée sur leur véhicule sans les en informer, alors que d'autres, dont Paul, affirment carrément qu'on ne leur a pas laissé le choix. Un ordre de réparation transmis par Sylvie, propriétaire d'un Renault Kadjar, et en date de mai 2024 stipule pour sa part que "le refus ne doit pas être proposé. Ce refus doit être à l'initiative du client."
Tout cela laisse entendre que les consignes du Losange ont pu changer en cours de route, peut-être après la découverte des déboires de certains automobilistes. Mais pour ces derniers, le mal était déjà fait. Alors qu'ils ont tous demandé à revenir à l'ancienne cartographie moteur, ils ont pour la plupart essuyé un refus. Le constructeur français s'en justifie en disant qu'une "solution de retour à la calibration d'origine est techniquement impossible en réseau (de façon standard dans l'industrie, par souci d'uniformisation et de compatibilité, seule la calibration la plus récente d'un moteur donné est disponible dans le réseau). Cette opération n'est possible qu'avec l'intervention d'un ingénieur Renault, équipé d'un outil spécifique." Sur le groupe, seule une poignée de propriétaires ont ainsi obtenu un retour à la cartographie d'origine

Un correctif désormais attendu pour 2025

Renault ne nie pas totalement ces dysfonctionnements. Interrogé par nos soins sur le sujet, le constructeur a évoqué "quelques retours clients selon les versions de véhicules ou moteurs concernés". Il confesse que "certains se plaignent effectivement d'à-coups dans certaines conditions d'utilisation" et indique que ses "équipes ingénierie travaillent activement au développement de calibrations correctives, qui devraient être mise à disposition du réseau au plus tard au premier semestre 2025." Mais ce délai a du mal à passer auprès des utilisateurs concernés, d'autant que des dates plus précoces leur avaient souvent été annoncées par leurs garagistes. En outre, rares sont les propriétaires à avoir obtenu des véhicules de remplacement. Le Losange n'a accordé cet avantage que pour "répondre à des circonstances spécifiques à certains clients". Nous nous efforcerons bien sûr de vous tenir informé quand cette reprogrammation corrective sera bien arrivée dans le réseau. En attendant, si votre Renault ou Dacia animée par un 1.5 dCi ou un 1.6 dCi doit passer en atelier pour une révision, méfiance. N'hésitez pas à demander si l'installation de cette mise à jour antipollution est prévue et réfléchissez à deux fois avant de l'accepter…

2 ANS DE CHATGPT

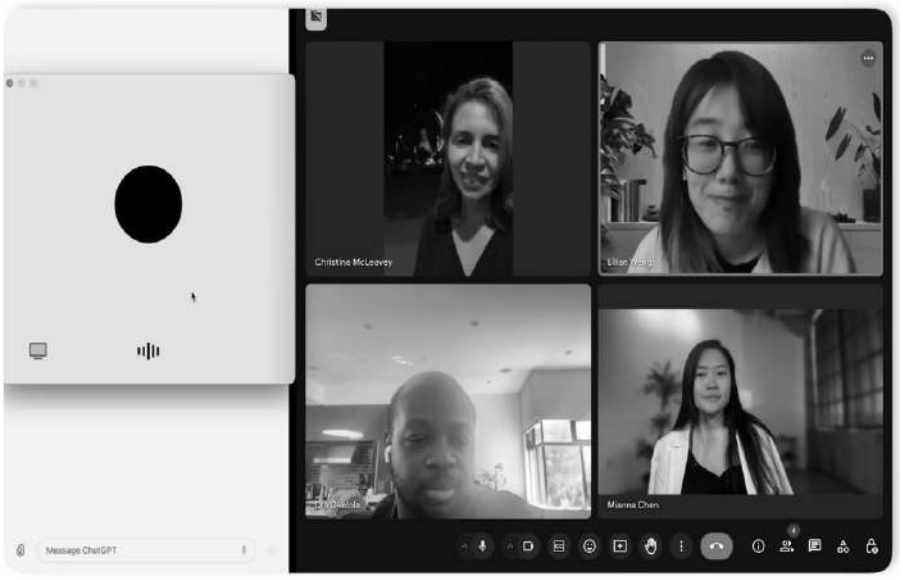
OpenAI toujours plus riche, toujours plus concurrencé

Deux ans après le lancement de ChatGPT, OpenAI affiche une santé financière exceptionnelle malgré des pertes colossales. L'entreprise, désormais valorisée à 157 milliards de dollars, multiplie les innovations techniques tout en faisant face à une concurrence de plus en plus féroce. État des lieux d'une année 2024 décisive pour le leader de l'IA générative.

Le 30 novembre 2022, OpenAI bouleversait le monde technologique en dévoilant ChatGPT. Deux ans plus tard, l'entreprise californienne domine toujours le secteur de l'intelligence artificielle générative, avec des chiffres qui donnent le vertige : 3,7 milliards de dollars de revenus attendus en 2024, une valorisation qui atteint les 157 milliards de dollars, et des projets ambitieux pour 2025. Pourtant, cette croissance fulgurante s'accompagne de défis majeurs, entre des pertes financières considérables et une concurrence qui s'intensifie.

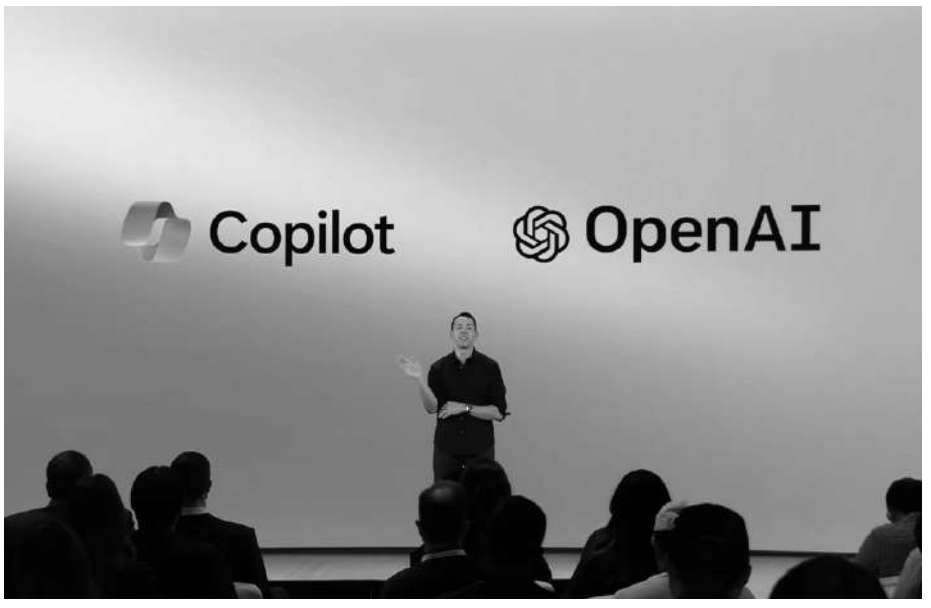
Des fonctionnalités en cascade

L'année 2024 a marqué un tournant décisif dans l'évolution des capacités de ChatGPT avec l'introduction du modèle GPT-4o lors de la Spring Update. Cette version « omni » a posé les bases d'une nouvelle interaction homme-machine en intégrant des fonctionnalités de reconnaissance vocale en temps réel, de traitement d'image et de réponse contextuelle. Le modèle permet désormais une conversation naturelle avec modulation du timbre de voix et reconnaissance des émotions, tout en offrant des capacités de traduction en temps réel et d'assistance visuelle. Cette évolution s'est accompagnée d'une démocratisation des fonctionnalités premium, rendant accessibles gratuitement certaines options auparavant réservées aux abonnés Plus.
La fin de l'année a vu l'émergence de deux innovations majeures : ChatGPT Search et le modèle o1. Le premier s'attaque directement au monopole de Google en proposant un moteur de recherche intégré capable de naviguer sur le web en temps réel et de synthétiser l'information de manière pertinente. Le second représente une avancée spectaculaire dans le domaine du raisonnement mathématique, avec une capacité à résoudre 83% des problèmes complexes de niveau Olympiade internationale, surpassant largement les performances de GPT-4o qui plafonnait à 13%.



Entre partenaires et concurrents

En 2024, la collaboration entre Microsoft et OpenAI a aussi pris un curieux tournant, les deux entreprises glissant petit-à-petit dans un jeu du chat et de la souris où OpenAI essaye d'échapper aux griffes financières du géant de Redmond, alors que ce dernier viserait plutôt une acquisition en bonne et due forme. Pour se diversifier, OpenAI a signé un partenariat avec Apple pour intégrer ChatGPT directement à l'écosystème logiciel du constructeur. Il faut dire qu'OpenAI n'a pas arrêté de faire des courbettes à la firme de Cupertino, sortant même une application Mac développée nativement en Swift en parallèle de GPT-4o.
Face à cette montée en puissance, les concurrents d'OpenAI n'ont pas tardé à réagir. Google a intensifié ses efforts en matière d'IA avec le développement de modèles plus performants et l'amélioration de ses services existants. De plus, des acteurs émergents comme Anthropic et Cohere ont gagné du terrain grâce à des approches novatrices et des levées de fonds substantielles. Ces entreprises ont su attirer des talents clés et former des partenariats stratégiques pour renforcer leurs capacités technologiques.



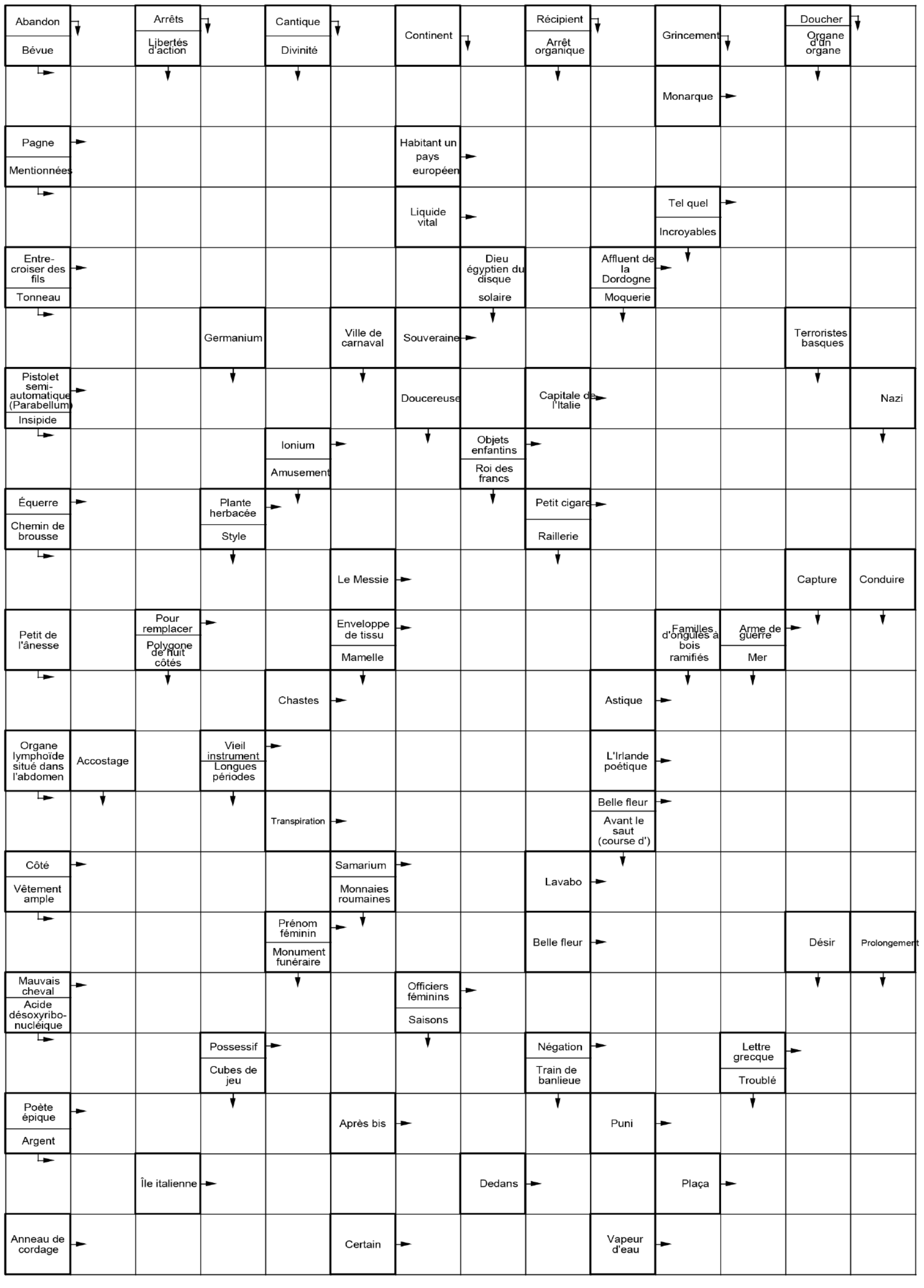
Une année aussi marquée par des départs

En 2024, OpenAI a aussi été confronté à une série de départs significatifs qui ont soulevé des questions sur sa capacité à retenir ses talents clés. Parmi les figures emblématiques ayant quitté l'entreprise, Mira Murati, directrice technique et figure de proue du développement de ChatGPT et DALL-E, a fait sensation en annonçant son départ pour se consacrer à de nouveaux projets personnels dans l'IA générative. Ce phénomène s'inscrit dans une tendance plus large de fuite des cerveaux, où des talents tels que Bob McGrew et Barret Zoph ont également choisi de quitter OpenAI. Ces départs ont profité à des rivaux comme Anthropic, fondé par d'anciens employés d'OpenAI, qui bénéficient désormais de cette redistribution des talents.
Face à ces départs, OpenAI n'est pas resté inactif. Soutenu par Microsoft, l'entreprise a adopté une stratégie agressive de recrutement en offrant des salaires mirobolants pour attirer les meilleurs chercheurs d'entreprises concurrentes comme Google AI. Les packages proposés peuvent atteindre jusqu'à 10 millions de dollars, incluant des actions généreuses et d'autres avantages.

Quelles perspectives pour 2025 ?

À l'horizon 2025, OpenAI se prépare à franchir une nouvelle étape dans le développement de l'intelligence artificielle avec l'ambition de créer des agents capables d'agir de manière autonome. Lors d'une récente session « Ask Me Anything » sur Reddit, Kevin Weil, directeur des produits chez OpenAI, a révélé que l'entreprise concentre ses efforts sur l'IA agentique et l'AGI. Cette vision s'inscrit dans un contexte où des concurrents comme Anthropic et Google progressent également dans le développement d'agents autonomes, ce qui place OpenAI sous une pression intense pour maintenir sa position de leader.
Autre défi : éviter la surcharge. ChatGPT gagne en fonctionnalités, mais ne change pas fondamentalement en termes de design. Alors que des innovations comme Sora pour le traitement vidéo et le modèle o1 pour le raisonnement mathématique arrivent, la question se pose de savoir s'il n'est pas temps pour OpenAI de repenser l'interface ou de séparer les différents services. Cette approche permettrait d'optimiser l'expérience utilisateur en offrant des interfaces spécialisées adaptées à chaque fonctionnalité, tout en préservant la simplicité d'utilisation qui a contribué au succès de ChatGPT.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 2 décembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

APN

séance plénière lundi consacrée à la poursuite du débat du projet de loi relatif à la gestion des déchets

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, lundi, en séance plénière consacrée à la poursuite du débat du projet de loi modifiant et complétant la loi n01-19 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, indique, dimanche, un communiqué de la chambre basse du Parlement. Après la séance matinale prévue à partir de 9h00, le débat du projet de loi interviendra dans l'après-midi suivi de la réponse de la représentante du Gouvernement aux interrogations des députés, selon le communiqué. Les travaux de l'APN se poursuivront, mardi, à partir de 9h00 par la présentation et le débat du projet de loi relatif à la protection et à la promotion des personnes aux besoins spécifiques, suivis de la réponse de la représentante du Gouvernement aux interrogations des députés, conclut le communiqué.

63e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'APS

Lancement d'un service d'information en langue russe

L'Agence Algérie Presse Service (APS) a procédé, dimanche, au lancement d'un service d'information en langue russe dans le cadre de l'extension de son activité dans les langues les plus usitées dans le monde pour faire parvenir l'image de l'Algérie aux quatre coins du monde. Cette démarche, qui coïncide avec la célébration du 63e anniversaire de la création de l'Agence, vient couronner un long parcours riche en réalisations et amorcer une nouvelle étape de professionnalisation, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la promotion du secteur. Le service d'information en langue russe a été lancé en présence du ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, du conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication à la Présidence de la République, M. Kamel Sidi Said, ainsi que des directeurs d'établissements médiatiques nationaux. Le russe vient ainsi s'ajouter aux cinq autres langues de diffusion de l'APS, à savoir l'arabe, tamazight (trois écritures), le français, l'anglais et l'espagnol, en attendant la diffusion prochaine des informations de l'Agence en langue chinoise.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement d'une offre promotionnelle exclusive pour ses abonnés IDOOM FIBRE !

Algérie Télécom est fière d'annoncer le lancement d'une nouvelle offre promotionnelle exclusive, spécialement conçue pour répondre aux besoins des clients résidentiels désireux de bénéficier d'une connexion enfibre optique à domicile « FTTH ». Cette promotion exceptionnelle allie simplicité, avantages uniques et une expérience Internet optimisée. Pour seulement 500 DA, les abonnés à IDOOM FIBRE disposant d'un débit de 30 Mbps ou plus bénéficieront des avantages suivants :
Un modem optique ; Un mois de connexion Internet à formule 500 Mbps ; Aucun frais d'installation.
Avec cette nouvelle promotion valable jusqu'au 31 Décembre 2024, Algérie Télécom réaffirme son engagement à satisfaire les attentes des foyers algériens en leur offrant un service Internet fiable, accessible et adapté à leur quotidien. Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site officiel : www.algerietelecom.dz

11e SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le message de Tebboune aux participants

Synthèse R N.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, une allocution à l'occasion de l'ouverture des travaux du 11e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran), lue en son nom par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf.
« Depuis la terre d'Algérie, qui a toujours embrassé les causes africaines, je vous adresse mes salutations les plus chaleureuses et vous souhaite la bienvenue avec l'hospitalité d'un frère qui s'honore de vous recevoir dans votre seconde patrie, dans la radieuse ville d'Oran, que vous avez choisie comme siège permanent de ce séminaire et capitale de l'action africaine commune. Je vous souhaite la bienvenue à cet événement qui, bien plus qu'une simple réunion, est porteur d'engagement, d'unité, mais aussi d'un message au monde entier assurant que l'Afrique est déterminée, unie et capable de parler d'une seule voix forte, retentissante et influente au niveau de la plus haute instance du système international. Aujourd'hui, cette organisation a plus que jamais besoin de la voix de la sagesse, de la justice et de l'engagement, alors qu'elle souffre d'une quasi-paralysie, reflétant l'état critique des relations internationales», a souligne le chef de l'Etat
Et d'ajouter : « Le monde vit aujourd'hui au rythme de mutations profondes et de tensions croissantes avec un système international à la croisée des chemins. Cela n'est guère surprenant alors que nous assistons aux graves répercussions de la politique de polarisation entre les grandes puissances, qui jettent une ombre pesante sur la stabilité et la sécurité mondiales, malmenant la légalité internationale et les valeurs fondamentales qui sous-tendent l'ordre international. La sélectivité dans la définition des priorités internationales et le mépris des principes censés unir l'humanité marginalisent davantage notre continent africain et le relèguent au bas des préoccupations internationales. La Palestine meurtrie est un exemple éloquent de la violation de la légalité internationale et une preuve indubitable du profond fossé entre les principes proclamés et leur application effective.
Cette dangereuse réalité ne menace pas seulement le destin d'un Etat en particulier. Ses répercussions menacent l'avenir de l'ordre international dans son ensemble. Notre continent africain, qui a historiquement souffert de toutes les formes de persécution, d'injustice et de marginalisation, n'acceptera pas d'être victime de cette nouvelle sélectivité».
L'expérience a prouvé que le mécanisme institué, affirme-t-il, par ce séminaire pour renforcer la coordination efficace entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et les trois membres africains du Conseil de sécurité des Nations Unies est le meilleur moyen pour refléter les positions africaines communes dans les résolutions des Nations Unies se rapportant à la paix et à la sécurité. « L'Algérie, en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, a veillé, lors de la première année de son mandat, en coordination avec les deux pays frères, le Mozambique et la Sierra Leone, à représenter dignement notre continent au sein de cet organe onusien central, ne ménageant aucun effort pour renforcer l'influence de notre continent sur le processus de prise de décision, notamment en ce qui a trait aux questions qui le concernent directement, en s'appuyant sur les positions communes fondées sur les principes, valeurs et idéaux consacrés par l'Acte constitutif de l'Union africaine. L'Algérie s'engage à poursuivre ses efforts dans ce sens durant la deuxième année de son mandat au sein du Conseil de sécurité, aux côtés de ses frères de la Sierra Leone et de la Somalie», souligne-t-il.
A l'ouverture de cette 11e édition, « je ne puis que saluer haut le choix des thèmes retenus pour cette réunion, un choix qui incarne l'attachement de notre organisation continentale à relever les défis actuels et à répondre aux priorités de notre continent en matière de paix et de sécurité. Les thématiques choisies montrent également que notre organisation est pleinement consciente de l'ampleur de ces défis, notamment la menace terroriste, le financement des opérations de maintien de la paix et les perspectives qu'offre le Pacte pour l'avenir de l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique en vue de lever l'injustice historique qu'elle subit et de lui permettre d'obtenir une représentation juste au sein du Conseil de sécurité onusien».
En abritant cette 11e édition, « l'Algérie réaffirme son engagement constant à soutenir tout effort contribuant à exprimer d'une seule et même voix nos intérêts en Afrique, promettant d'être un fédérateur qui unit et ne divise pas, un appui qui soutient et ne déçoit pas et une voix qui s'élève et ne baisse pas lorsqu'il s'agit de défendre les préoccupations, les causes et les aspirations de tous nos Etats réunis sous la coupole de notre organisation continentale», conclut le Président Tebboune.

UNIVERSITÉ D'ALGER 1

Création de 50 startups par les étudiants depuis 2022

Le recteur de l'Université d'Alger 1, Fares Mokhtari a annoncé, dimanche, la création de 50 startups par les étudiants depuis le lancement des maisons de l'intelligence artificielle et des centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) en 2022. Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre sur les applications de l'intelligence artificielle dans divers domaines, organisée par l'Université au siège de la Maison de l'intelligence artificielle, M. Mokhtari a indiqué que la création de cette dernière, en sus du centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) et de l'incubateur d'entreprises, a permis "à des étudiants de lancer 50 startups et d'enregistrer 16 brevets d'invention, ce qui est une avancée considérable". Et d'ajouter que l'université forme actuellement environ 150 étudiants préparant le lancement de leurs startups, tandis que le CDE de l'université a reçu, jusqu'à présent, 200 demandes d'adhésion. Dans le même contexte, la directrice de l'incubateur d'entreprises de l'université d'Alger 1, Kaouther El Kourd, a souligné l'intérêt des étudiants pour l'entrepreneuriat, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, précisant que leurs projets visent à développer des solutions dans différents domaines.
Concernant le thème de la rencontre, Mme El Kourd a précisé qu'il s'agit d'explorer le potentiel illimité de l'IA, devenue une nécessité qui exige la mobilisation de tous, pour trouver des solutions durables aux différents défis. La rencontre a réuni des représentants d'entreprises publiques et privées, d'enseignants et de cadres de l'université, en sus de chercheurs algériens établis à l'étranger, qui ont animé des conférences destinées à sensibiliser les étudiants aux potentialités offertes par l'IA et à les encourager à concentrer leurs efforts sur le développement de solutions fondées sur l'IA. Lors de son intervention, Riyad Baghdadi, enseignant à l'Université MIT de New York, a appelé les étudiants à profiter de l'émergence récente de l'IA, en vue de permettre à l'Algérie d'être au diapason des autres pays dans ce domaine, soulignant que l'usage de ces techniques a débuté simultanément dans le monde entier.
Le chercheur a évoqué les différentes applications du "Deep Learning" et du "Machine Learning" notamment dans les secteurs du transport et de la médecine, affirmant que leur intégration dans la vie pratique est désormais accessible, grâce à la disponibilité des données et à la facilité d'accès aux ressources pédagogiques.

R E.